



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

Hes·SO  GENÈVE

h e g

Haute école de gestion

*La place de l'industrie
dans l'économie genevoise*

sous la direction du Professeur Giovanni Ferro Luzzi.

Berberat Stéphane, Kalouguina Véronika, Montalto Sandra

11 janvier 2017

Remerciements :

Les auteurs de l'étude tiennent à remercier M. Rolf Gobet, Directeur de l'Office de Promotion des Industries et des Technologies (OPI), M. Nicolas Aune Secrétaire Général de l'Union Industrielle Genevoise (UIG), MM. Roland Rietschin, Hervé Montfort, Sébastien Blanc, Didier Benetti, Nicolas Müller de l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève (OCSTAT), Madame Carol Daverio, Cheffe de secteur REG à l'Office cantonal de l'inspection des relations du travail (OCIRT), MM. Peter Rahel, Andrea Grossi, à l'Office fédéral de la statistique (OFS), M. Roman Graf, de RG-consulting.

La responsabilité du texte et des chiffres de ce rapport incombe uniquement aux auteurs.

Table des matières

1. L'industrie genevoise à l'aube du second millénaire.....	5
2. Méthodologie et données	6
3. Emplois et établissements industriels	6
4. Activités principales et secondaires dans l'industrie	15
5. Les salaires dans l'industrie	18
6. Les contrats de travail et l'ancienneté.....	21
7. Formation et qualifications requises	25
8. L'industrie genevoise et les exportations à l'étranger	28
9. Quel avenir pour l'industrie genevoise ?	33

Liste des Tableaux

Tableau 1 <i>Création d'entreprises par rapport au nombre d'établissements dans le secteur ..</i>	10
Tableau 2 <i>Répartition des activités principales et secondaires, Canton de Genève, 2016.....</i>	16
Tableau 3 <i>Formations dans les branches de l'industrie genevoise en 2010.....</i>	28

Liste des Figures

Figure 1 : <i>Part de l'emploi dans l'industrie par rapport à l'emploi total du canton, 2013</i>	7
Figure 2 : <i>Établissements et emplois selon le secteur d'activité en Suisse et à Genève, 2013 ..</i>	8
Figure 3 <i>Création d'entreprises, Canton de Genève.....</i>	9
Figure 4 <i>Création d'entreprises en Suisse, 2001-2013</i>	10
Figure 5 <i>Démographie des entreprises en termes d'emploi, canton de Genève et Suisse.....</i>	11
Figure 6 <i>Taille des établissements dans l'industrie à Genève et dans le reste de la Suisse, 2013</i>	12
Figure 7 <i>Part de l'emploi dans les différents secteurs de l'industrie manufacturière à Genève et dans le reste de la Suisse en 2013</i>	13
Figure 8 <i>Effectif et variation de l'emploi dans l'industrie manufacturière, par commune entre 1985 et 2005.....</i>	14
Figure 9 <i>Emplois selon le secteur économique, par zone industrielle, en 1995 et 2005.</i>	15
Figure 10 <i>Détail des activités principales et secondaires des entreprises Genevoises en lien avec l'industrie en termes d'établissements et d'emplois</i>	17
Figure 11 <i>Salaires médian en 2010 dans différents secteurs d'activité.....</i>	18
Figure 12 <i>Évolution des salaires médians à Genève entre 1991 et 2010</i>	19

Figure 13 <i>Salaires mensuels médians au sein de l'industrie manufacturière, Genève, 2010..</i>	20
Figure 14 <i>Évolution du salaire médian dans de l'industrie manufacturière, Genève, 1991-2010.....</i>	21
Figure 15 <i>La définition des contrats de travail dans l'industrie et d'autres branches, Genève 1991-2000-2010.....</i>	22
Figure 16 <i>Ancienneté moyenne dans l'Industrie et d'autres branches, Genève, 1991-2010..</i>	24
Figure 17 <i>Ancienneté moyenne au sein de l'industrie genevoise en 2010.....</i>	25
Figure 18 <i>Évolution de la structure des niveaux de formation dans l'industrie genevoise 1991-2010.....</i>	26
Figure 19 <i>Niveau de Formation dans différents secteurs d'activité à Genève en 2010.....</i>	27
Figure 20: <i>Évolution de la part des produits industriels dans les exportations du Canton de Genève, 1995-2015.....</i>	29
Figure 21 <i>Evolution de la part des secteurs représentant plus de 20% de des exportations de l'industrie genevoise (en quantités), 1995-2015.....</i>	30
Figure 22: <i>Évolution de la part des secteurs représentant plus de 10% dans la valeur des exportations de l'industrie Suisse, 1995-2015.....</i>	31
Figure 23 <i>Evolution de la part des trois secteurs principaux d'exportation de l'industrie genevoise (en valeur), 1995-2015.....</i>	32

1. L'industrie genevoise à l'aube du second millénaire

L'objectif du présent rapport est de dresser un tableau de l'industrie genevoise et son évolution dans l'économie locale et régionale lors des vingt dernières années. Le canton de Genève est un canton largement tourné vers l'extérieur avec une prédominance des activités de services, notamment dans le secteur de la banque et finance, mais aussi des organisations internationales. L'industrie a longtemps joué le rôle de substrat sur lequel l'économie de services a pu se développer et s'étendre. Elle reste aujourd'hui un secteur important pour créer des emplois et de la valeur ajoutée, mais surtout pour canaliser d'importantes innovations technologiques. Dans la plupart des économies développées, le tissu industriel voit son modèle de production constamment remis en question, ce qui pousse les entreprises à chercher des nouvelles manières d'organiser la production et la distribution de leurs produits ou encore les activités de communication, de vente et de maintenance. L'industrie helvétique et genevoise s'est graduellement adaptée à la concurrence internationale pour viser des marchés porteurs de valeur ajoutée comme ceux requérant une forte composante de technologie et de savoir-faire. D'un point de vue plus conjoncturel, l'industrie subit également tant bien que mal les soubresauts du franc suisse dont l'appréciation soudaine ces dernières années rongent les marges sur les marchés étrangers, poussant les entreprises à faire preuve de flexibilité et d'imagination pour ne pas perdre des parts de marché. Ce secteur d'activité est surtout en train d'être bouleversé par l'intrusion d'un nouveau paradigme connu sous l'appellation *Industrie 4.0* et qui augure des modifications radicales de l'organisation de la production, de la gestion des ressources humaines et non humaines, mais également dans le développement de toute une série d'activités annexes, que ce soit dans la maintenance ou le service après-vente.¹ Cette révolution se caractérise par la mise en réseau de systèmes « intelligents » (*smart*) dans la production, la logistique ou la distribution. L'internet des objets permet, comme son nom l'indique, à des machines de communiquer entre elles et de réaliser des tâches qui avant nécessitaient une intervention humaine. Aussi, non seulement le type de main-d'œuvre et le nombre de travailleurs assignés à certaines tâches se verront radicalement modifiés, mais la barrière très nette qui existait auparavant entre les activités de l'industrie axée sur la fabrication de biens et les services, dont la consommation est simultanée à la production, va-t-elle graduellement s'estomper. Les entreprises de ce qu'il est communément courant d'appeler l'industrie se voient d'ores et déjà accroître les activités de services autour des biens qu'elles fabriquent et vendent, comme la maintenance, le développement de services informatiques ou la formation pour l'utilisation de machines plus complexes.

Ce rapport n'a pas pour ambition de fournir une mesure de cette quatrième révolution industrielle, qu'il est difficile actuellement de saisir avec des données officielles, comme celles de l'Office fédéral de la statistique (OFS) ou de l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT). Il vise surtout à dresser un état des lieux sur les dimensions qui sont connues et mesurables afin d'en déduire des tendances qui sont de loin ou de près associées aux modifications que subit l'industrie.

¹ Ce terme désigne la quatrième révolution industrielle (après celles associées à la vapeur, l'électricité et l'électronique et automatisation).

2. Méthodologie et données

Ainsi que mentionné dans l'introduction, ce rapport se fonde uniquement sur des données et statistiques officielles. Les bases de données qui ont été consultées et exploitées pour les besoins de l'étude sont :

- Chiffres de l'Office fédéral de la statistique (OFS) : Recensements fédéraux des entreprises (REE) qui étaient réalisés environ tous les 10 ans jusqu'en 2008 ; la nouvelle statistique des entreprises (STATENT) qui remplace ces recensements depuis 2011 et se fonde sur les registres des entreprises et établissements ainsi que les registres des caisses de compensation AVS/AI/APG ; la démographie des entreprises (U-DEMOG), l'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS), menée tous les deux ans depuis 1992. Depuis 2012, cette enquête a fait l'objet d'importants travaux de révision et d'harmonisation des définitions afin de répondre aux besoins d'harmonisation internationale.
- Office fédéral des douanes (OFD) : les données de la statistique du commerce extérieur de la Suisse.
- Office cantonal de la statistique de Genève (OCSTAT) : Le sur-échantillon du canton de Genève pour l'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS), et pour laquelle Genève a fait office de canton-pilote lors du lancement de cette enquête en 1991.
- Office cantonal de l'inspection et des relations du travail du canton de Genève (OCIRT) : données du Répertoire des entreprises du canton de Genève (REG). Ce répertoire recense toutes les entreprises du canton avec leur code de la nomenclature générale des activités économiques (NOGA), mais l'information contenue est très limitée (nombre d'employés) et activités principale et secondaire selon la NOGA.

Afin de faciliter les comparaisons, nous avons effectué pour certaines données des regroupements sectoriels selon des catégories qui semblaient significatives. Par exemple, la chimie et l'industrie pharmaceutique, le secteur électronique, électrique et optique, aussi connu plus communément comme celui de la « mécatronique » et enfin le secteur de la métallurgie, qui comprend le travail des métaux. En effet, près de deux tiers des emplois de l'industrie sont le fait de ces catégories.

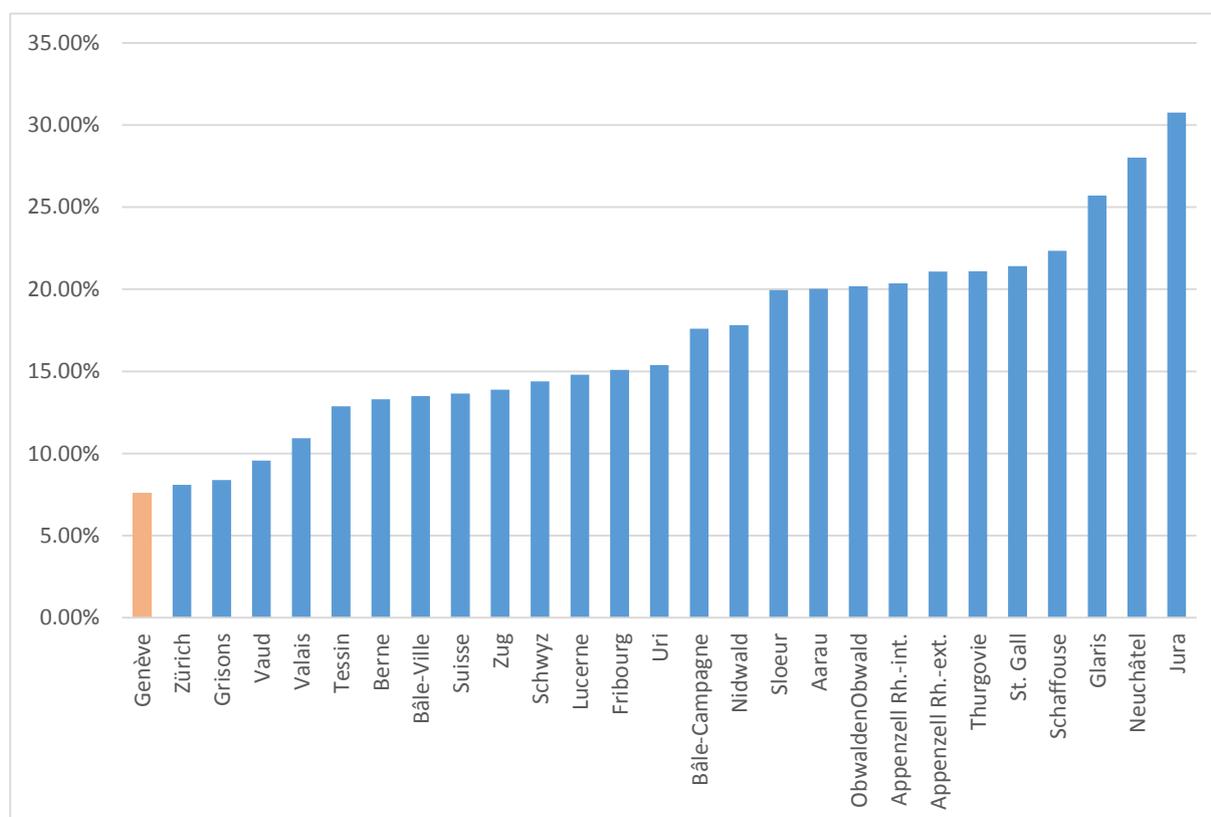
3. Emplois et établissements industriels

Il existe plusieurs manières de caractériser l'industrie, que ce soit en termes d'activités, d'emplois, de la taille des entreprises qui la constitue ou encore des différents arrangements institutionnels qui régissent les relations inter et intra-branches ou encore les relations de travail.

La Figure 1 montre la part de l'emploi industriel par rapport à l'emploi total en 2013 dans les différents cantons de Suisse. Genève s'y démarque par le ratio le plus bas du pays avec 7,6% des emplois occupés par l'industrie. On y remarque également la part très importante de l'industrie dans les cantons horlogers comme le Jura et Neuchâtel. Il est indéniable que les services constituent le principal pourvoyeur d'emplois dans un canton à forte densité urbaine comme celui de Genève. L'industrie y existe cependant bel et bien et parvient à créer des

emplois, de l'innovation et de la valeur ajoutée dans des secteurs-clé de l'économie helvétique comme l'horlogerie ou la chimie.

Figure 1 : Part de l'emploi dans l'industrie par rapport à l'emploi total du canton, 2013



Source : OFS, STATENT.

De manière générale, la part de l'emploi dans l'industrie décline presque mécaniquement avec la création plus importante d'entreprises dans le secteur des services. Ceci est vrai pour la Suisse où l'industrie représentait encore 18,3% des emplois en 1995 alors que le chiffre est de 13,7% en 2013 en termes d'emplois². En 1995, encore un emploi sur dix était le fait de l'industrie dans le canton de Genève. Cette diminution ne doit cependant pas s'interpréter comme une régression de l'industrie dans le canton. La diminution ne fait que refléter la part toujours plus importante des services dans les économies en croissance. En termes absolus d'ailleurs, le canton de Genève se démarque du reste de la Suisse. En effet, l'emploi industriel totalisait 672 902 postes en 1995 dans le reste de la Suisse et décline jusqu'au nombre de 652 138 en 2013. En revanche, à Genève, l'industrie affichait 22 749 emplois en 1995 et ce chiffre s'établit à 25 094 en 2013.³ Aussi, alors qu'ailleurs en Suisse environ 20 000 emplois disparaissent dans l'industrie manufacturière sur la période 1995-2013, l'industrie genevoise en crée 2 345 sur cette même période, ce qui témoigne d'une certaine capacité d'adaptation à la pression que subit ce secteur d'activité au niveau de la concurrence internationale.

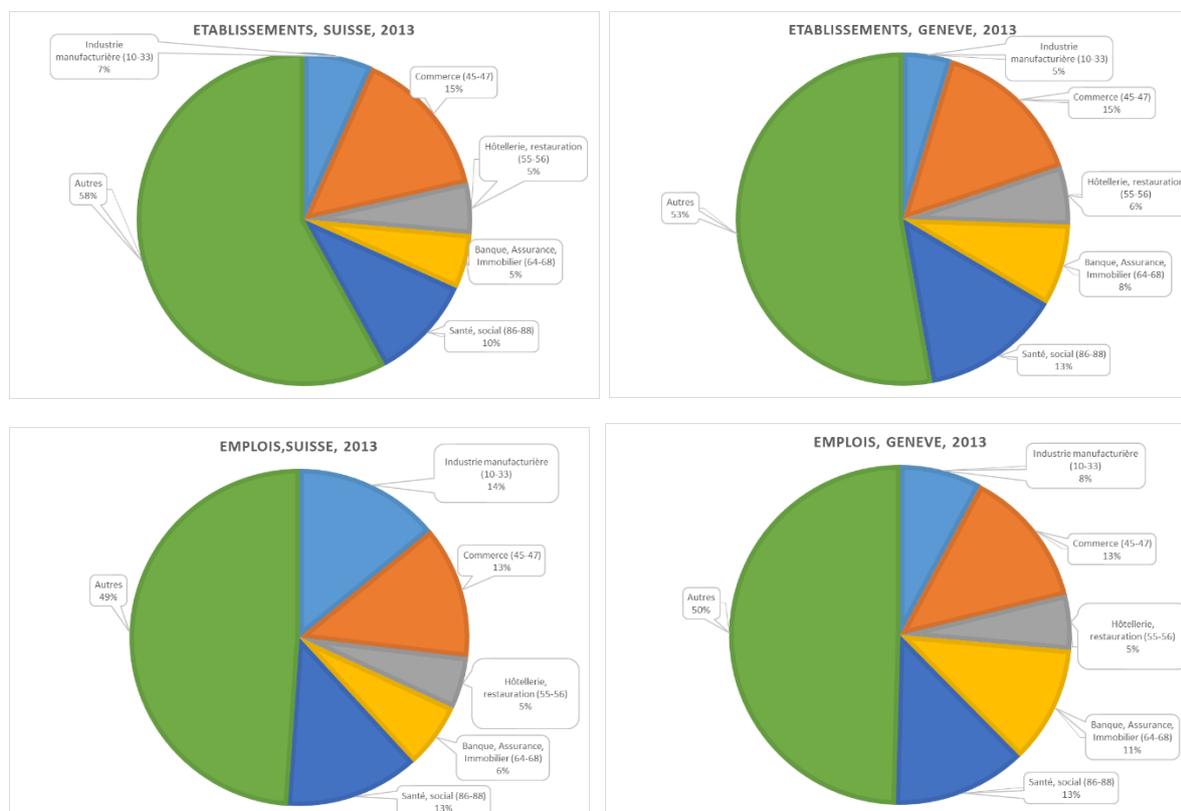
Il est également intéressant comparer l'industrie manufacturière aux autres secteurs, que nous avons regroupés sous les catégories du commerce, des activités de la finance, assurance et

² Ces chiffres sont tirés du recensement des entreprises de 1995 et de la STATENT.

³ Source : OFS, Recensement des entreprises pour 1995 et STATENT pour 2013.

immobilier, l'hôtellerie et restauration, la santé et l'action sociale et une catégorie résiduelle comprenant d'autres services comme par exemple les transports.

Figure 2 : *Établissements et emplois selon le secteur d'activité en Suisse et à Genève, 2013*



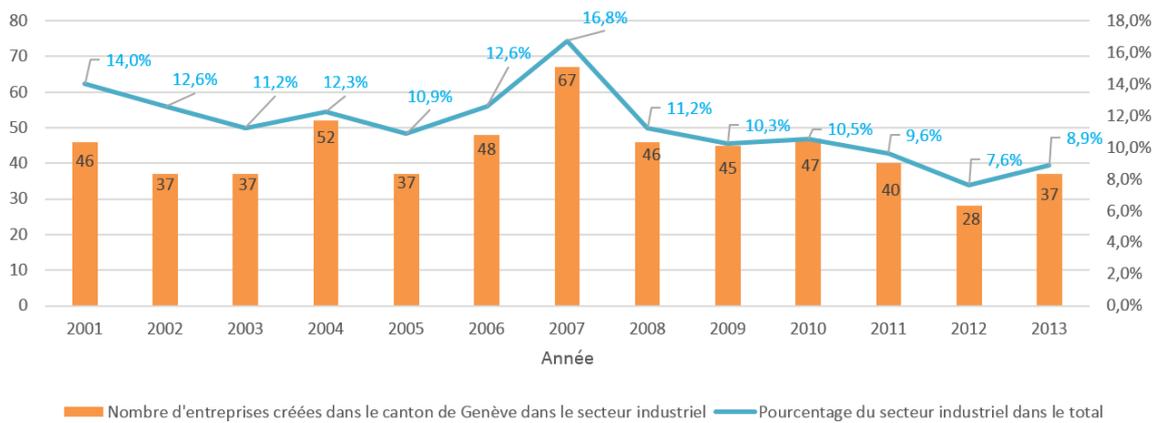
Source : OFS, STATENT. Les chiffres de la Suisse excluent ceux du canton de Genève.

La Figure 2 nous renseigne sur la manière dont se distribuent les établissements et les emplois en Suisse et à Genève en 2013. On constate que la différence principale tient à la part nettement plus importante du secteur financier, des assurances et de l'immobilier que dans le reste de la Suisse, puisque la proportion y est presque le double en termes d'emplois.

Une autre manière de saisir la vigueur ou le dynamisme économique d'un secteur d'activité consiste à se pencher sur la création de nouvelles entreprises. L'Office fédéral de la statistique publie des chiffres sur la création d'entreprises chaque année⁴.

⁴ Ces données fournissent des informations uniquement sur la création d'entreprises et non leur disparition. Des données ont été publiées par l'OFS sur la mortalité des entreprises pour les années 2003-2004, mais elles ne sont pas cantonalisées et le degré d'agrégation sectoriel est élevé, ce qui diminue l'intérêt de ces données qui ne peuvent être croisées avec celle des créations d'entreprises pour obtenir un taux de création *net* d'entreprises.

Figure 3 *Création d'entreprises, Canton de Genève*



Source : OFS, Démographie des entreprises.

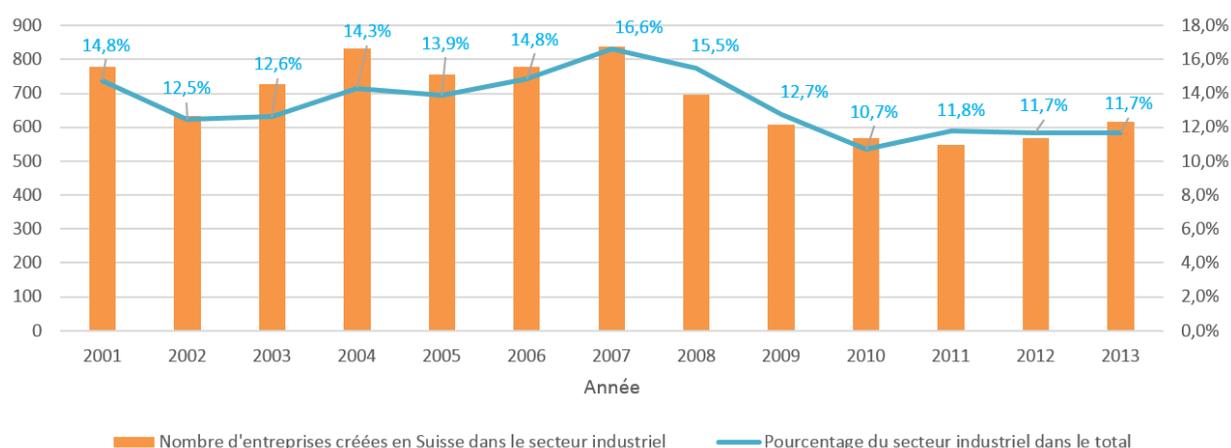
Comme le présente le graphique ci-dessus, bien qu'assez fluctuant, le secteur industriel manufacturier genevois reste actif. Malgré une baisse entre 2007 et 2013, le nombre d'entreprises créées retrouve son niveau de 2002 - 2003. Celui-ci n'est cependant pas le secteur le plus actif de l'économie genevoise, il occupe la troisième place en termes de création d'entreprises après le secteur du commerce qui totalise 36% en 2013 et le secteur des activités financières, d'assurance et d'immobilier qui est le plus important avec près de 40% de création de nouvelles entreprises.

L'industrie a été le plus touchée par la crise de 2008 et son niveau, bien qu'il n'ait baissé que de quelques points, ne peut pour l'instant pas rivaliser avec les activités d'assurances, financières et immobilières où le nombre d'entreprises créées n'a fait que croître entre 2007 et 2013. L'industrie est le secteur qui dépend le plus fortement de l'exportation. Les pays voisins ayant été affectés par la crise ont par conséquent réduit leur demande, ce qui différencie la réponse de l'industrie à la crise par rapport aux autres secteurs.

Afin d'analyser plus en détail ce choc, les données peuvent être séparées en deux périodes, celle d'avant la crise, comprenant les années 2001 à 2008 et celle d'après-crise comprenant les années 2009 et suivantes. Cette analyse permet de souligner une perte de 15% entre les deux périodes en termes de création d'entreprises. Le secteur industriel manufacturier genevois a tout de même mieux supporté la crise que le reste de la Suisse puisque la moyenne nationale chute de 23% pour ce même secteur.

Si l'on compare le cas Genevois à la Suisse dans l'ensemble, la tendance est très similaire bien qu'en général, la moyenne nationale soit au-dessus de la moyenne cantonale comme le démontre le graphique ci-dessous.

Figure 4 *Création d'entreprises en Suisse, 2001-2013*



Source : OFS, Démographie des entreprises.

Il est également pertinent de chiffrer la croissance relative de chaque secteur par rapport à notre secteur d'intérêt. Cette analyse est présentée dans le Tableau 1.

Tableau 1 *Création d'entreprises par rapport au nombre d'établissements dans le secteur*

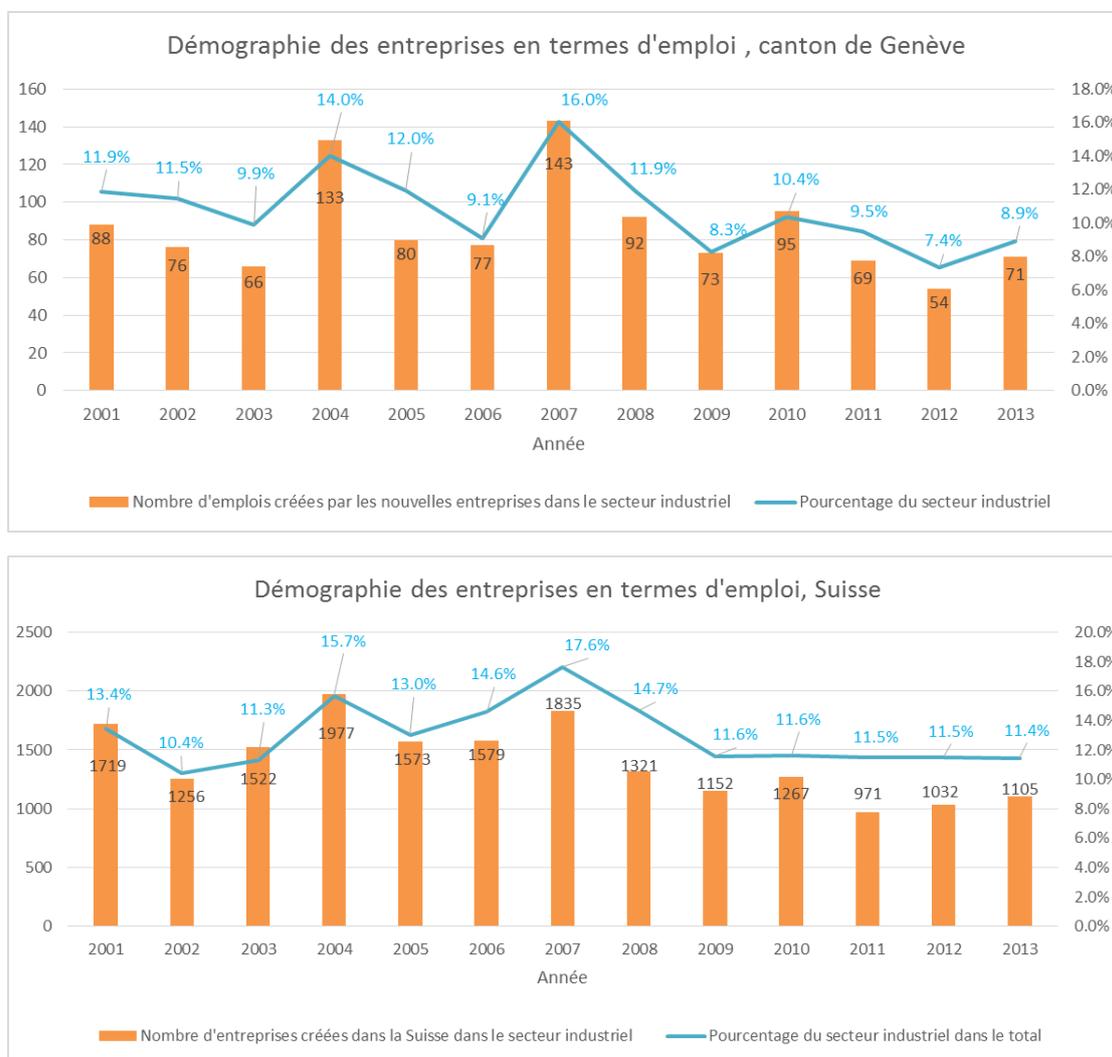
<i>Année</i>	2002	2006	2009
Genève			
<i>Industrie manufacturière</i>	2,4%	3,2%	2,9%
<i>Commerce</i>	2,9%	3,3%	3,6%
<i>Hôtellerie</i>	1,7%	1,3%	0,7%
<i>Activités financières, assurance et immobilière</i>	4,5%	9,2%	8,5%
<i>Action sociale</i>	0,5%	0,3%	1,9%
<i>Total</i>	2,4%	3,5%	3,5%
Suisse			
<i>Industrie manufacturière</i>	1,6%	2,1%	1,7%
<i>Commerce</i>	2,6%	2,8%	2,5%
<i>Hôtellerie</i>	1,0%	1,1%	0,9%
<i>Activités financières, assurance et immobilière</i>	3,4%	5,3%	5,9%
<i>Action sociale</i>	0,7%	1,1%	1,2%
<i>Total</i>	1,1%	2,5%	2,4%

Source : OFS, Recensement des entreprises et Démographie des entreprises.

Ainsi, dans le canton de Genève, il y a eu par exemple en 2002 une croissance de 2,4% du nombre d'entreprises par rapport à 2001, soit 37 entreprises nouvellement créées. Il est visible que dans la globalité et plus précisément encore dans le cas de l'industrie, Genève se porte mieux en comparaison avec le reste de la Suisse.

Il est intéressant de noter qu'également à travers cet approfondissement, l'industrie garde sa troisième place en tant que secteur actif par une croissance entre 2008 et 2009 avoisinant les 3%.

Figure 5 Démographie des entreprises en termes d'emploi, canton de Genève et Suisse



Source : OFS, démographie des entreprises.

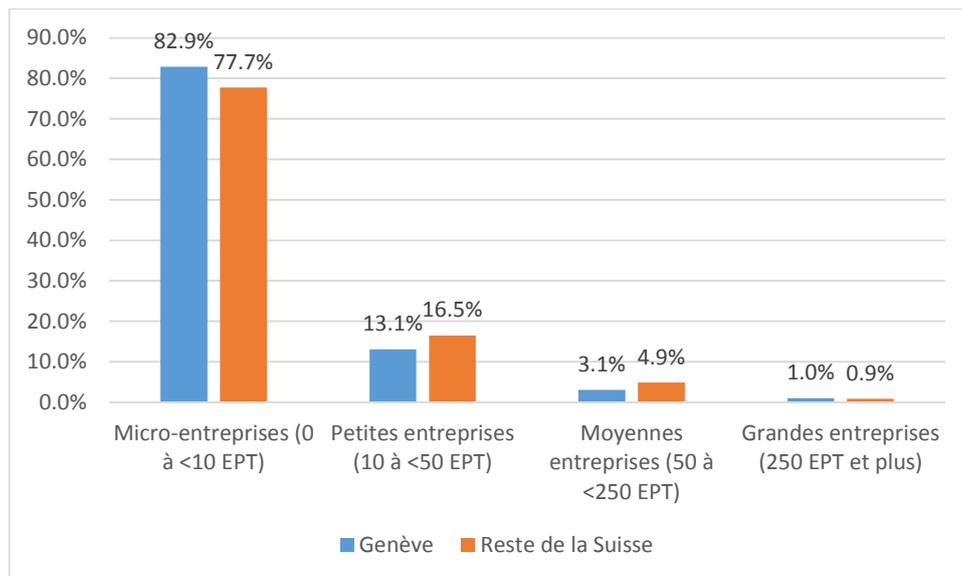
Tout comme le nombre d'entreprises, le nombre d'emplois créés fluctue en fonction des années mais reste dans une moyenne entre 143 au plus haut et 54 au plus bas. En moyenne, une entreprise nouvellement créée ouvre 1,9 poste en 2013, ce qui fait de l'industrie le plus grand pourvoyeur de postes à la création d'entreprise. Le secteur des activités de la finance, immobilier et assurance lui embauche 1,75 personne par entreprise et le commerce 1,66 en 2013. Ces chiffres sont là aussi très proches de la moyenne nationale où le secteur industriel a aussi le ratio le plus élevé.

De nouveau, il est intéressant de séparer les deux périodes, entre 2001 et 2008 et 2009 à 2013. On observe, comme pour le cas des entreprises créées, une chute entre les deux périodes, celle-ci est de 23% pour le canton de Genève et 31% pour la moyenne nationale. Cette diminution dans la création d'entreprises industrielles peut s'expliquer par des perspectives et des anticipations négatives sur la croissance économique future, d'où une possible volonté de

réduire les coûts et les investissements. Peut-être en raison de sa spécialisation dans certains secteurs-clé comme l'horlogerie-bijouterie, la chimie et la mécanique, l'industrie genevoise a-t-elle mieux résisté au choc de la récession de 2008.

Le canton de Genève se situe un peu en-deçà de la Suisse, comme on peut le constater sur la Figure 5. Il est cependant au-dessus en ce qui concerne le nombre moyen de postes ouverts dans le secteur industriel lors de la création d'une entreprise.

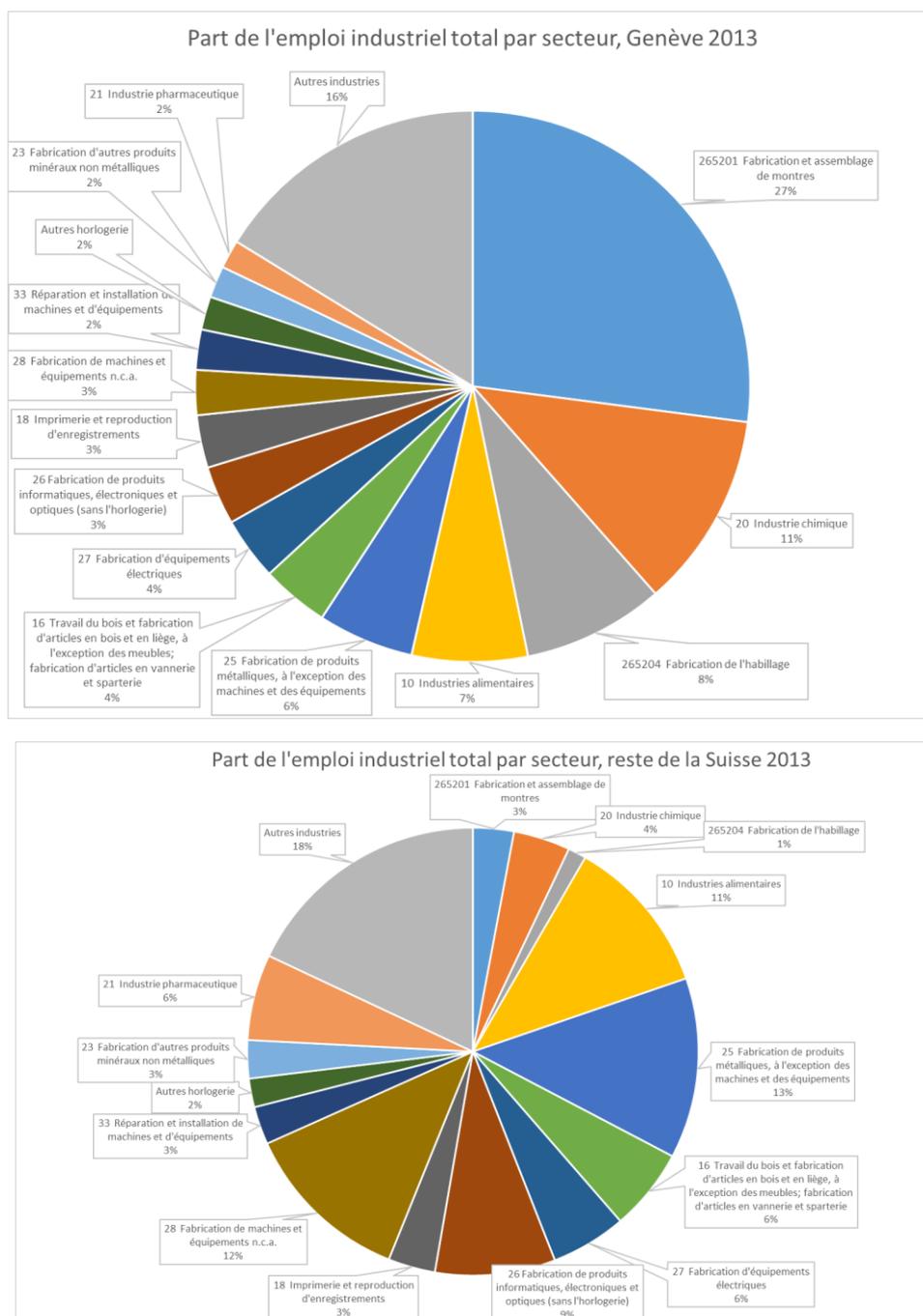
Figure 6 Taille des établissements dans l'industrie à Genève et dans le reste de la Suisse, 2013



Source : OFS, STATENT.

Si l'on essaie de brosser un portrait de l'entreprise industrielle en fonction de la taille (nombre d'employés), la Figure 6 nous montre que plus de huit entreprises sur dix dans l'industrie sont le fait de micro-entreprises (moins de 10 emplois en équivalents plein-temps). Cependant, ce type de distribution n'est pas spécifique à l'industrie, ou même à Genève. Ainsi, pour les autres secteurs hors industrie, la proportion des micro-entreprises est plus élevée et atteint le niveau de neuf entreprises sur dix. Ce qui caractérise l'industrie genevoise et suisse, c'est en réalité une proportion relativement importante de grandes entreprises. En effet, dans le reste de l'économie (essentiellement les services), la proportion de grandes entreprises est de 0,3% à Genève et 0,1% dans le reste de la Suisse.

Figure 7 Part de l'emploi dans les différents secteurs de l'industrie manufacturière à Genève et dans le reste de la Suisse en 2013



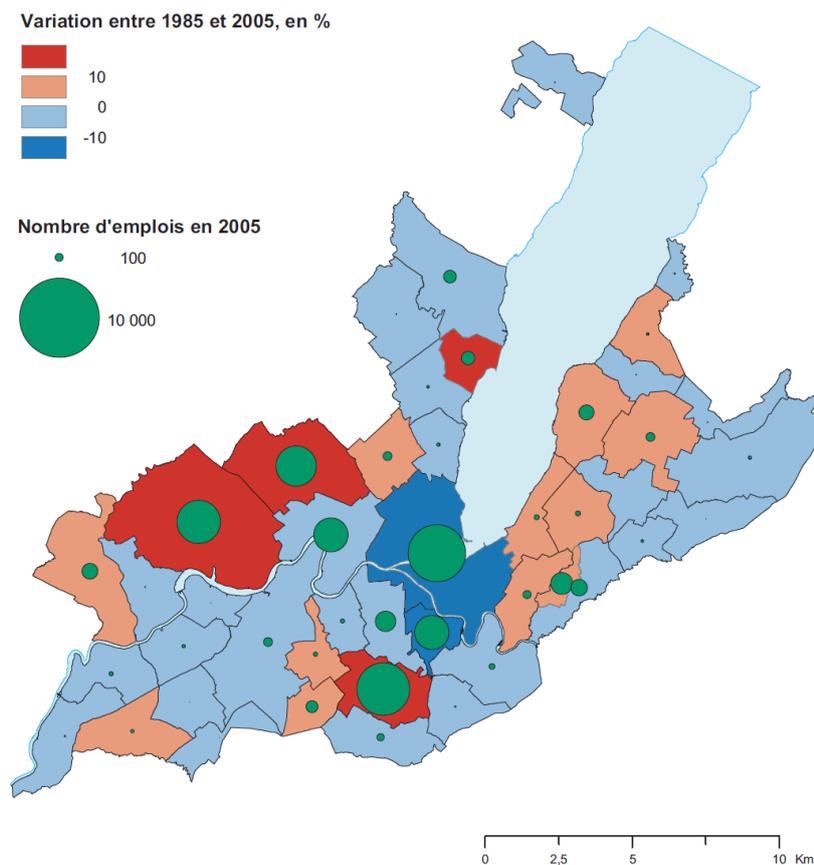
Source : OFS, STATENT.

Où sont les emplois dans l'industrie ? La Figure 7 montre la forte concentration d'emplois dans le secteur de la fabrication et l'assemblage de montres à Genève, un secteur qui occupe un peu plus d'une personne sur quatre dans l'emploi industriel du canton. En Suisse, cette proportion est très faible et atteint environ 1%. Également important est la fabrication de l'habillement avec 8%. Dans son ensemble, la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques qui comprend l'horlogerie, occupe 41% des emplois de l'industrie genevoise. La chimie est

également un pourvoyeur important avec 11%, un chiffre trois fois supérieur à la valeur pour le reste de la Suisse.

La localisation des entreprises s'est également très fortement modifiée dans le canton de Genève. Ainsi que le démontre le graphique ci-dessous tiré d'une étude de l'OCSTAT, le nombre d'emplois de l'industrie manufacturière s'est largement déplacé du centre vers la périphérie du canton ⁵:

Figure 8 *Effectif et variation de l'emploi dans l'industrie manufacturière, par commune entre 1985 et 2005*



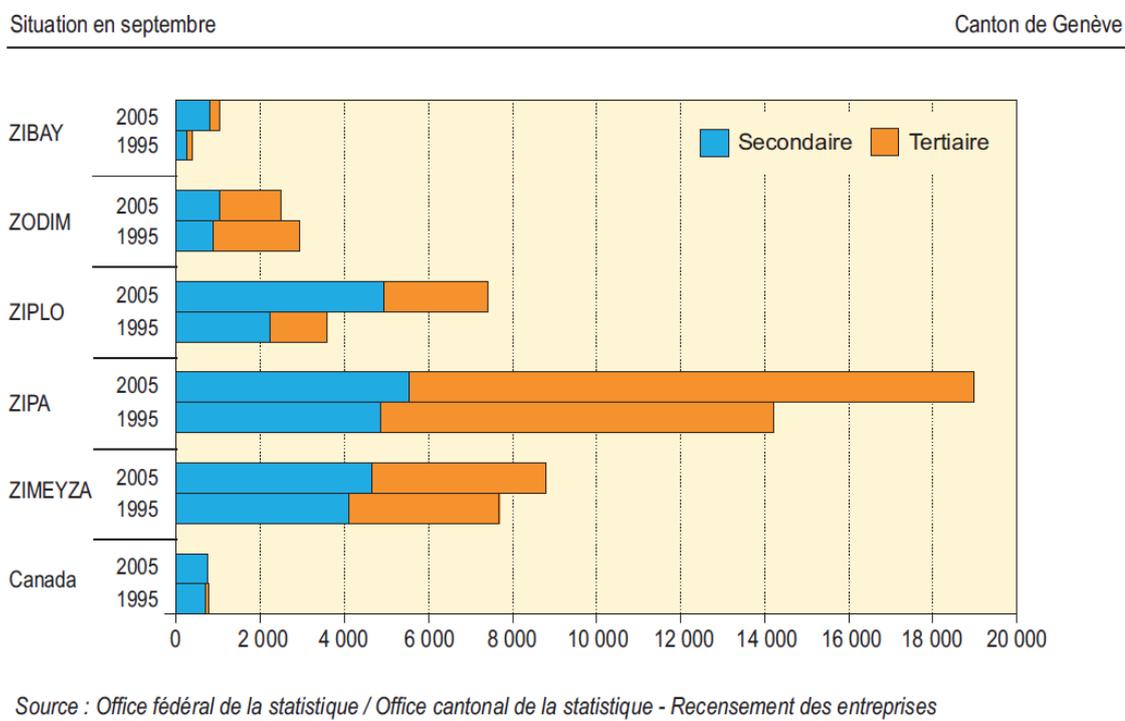
Dénomination des communes : voir page 4.
 Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensement des entreprises
 Fond de carte : Direction cantonale de la mensuration officielle (DCMO) © OCSTAT 2008

Ceci s'explique notamment par la cherté du foncier en Ville de Genève, les difficultés liées aux transports et le manque de place pour les activités industrielles. Les communes qui ont principalement reçu ces entreprises industrielles sont celles où la densité de logements est moindre comme Meyrin, Vernier et Plan-les-Ouates. Cette concentration géographique de l'industrie permet non seulement de réduire les coûts et faciliter les transports mais également de mieux connecter les entreprises en réseaux, qu'il s'agisse de logistique, de distribution mais aussi de compétences. Elle découle également de la localisation des zones dites de

⁵ OCSTAT, *Vingt ans de développement économique dans le canton de Genève*, juin 2008. Malheureusement, nous n'avons pas trouvé de données plus récentes, mais il est vraisemblable que la tendance ait continué jusqu'à aujourd'hui.

développement industriel du canton.⁶ Un deuxième graphique de cette étude de l'OCSTAT est assez parlant à cet égard :

Figure 9 *Emplois selon le secteur économique, par zone industrielle, en 1995 et 2005.*



L'emploi a fortement augmenté dans la zone industrielle de Praille-Acacias, mais il s'agit surtout d'entreprises du tertiaire. La plus forte augmentation pour l'emploi du secteur secondaire s'est produite dans la zone industrielle de Plan-les-Ouates.

4. Activités principales et secondaires dans l'industrie

Le répertoire des entreprises du Canton de Genève (REG) est une base de données dans laquelle figurent les indications concernant le nombre d'emplois et leur type, ainsi que les activités qu'exercent ces mêmes entreprises. Il nous a semblé intéressant d'examiner la manière dont se décomposent les activités principales et secondaires dans les différents secteurs de l'économie genevoise. Il faut cependant veiller à interpréter ces chiffres avec prudence. En effet, les entreprises interrogées ont la possibilité de remplir plus de deux activités et ne le font pas nécessairement dans l'ordre. Or, le REG ne retient que les deux premières. Il est donc possible que les statistiques présentées ici masquent une partie non négligeable de la réalité des entreprises de l'industrie.

Le Tableau 2 croise les activités principales et secondaires des entreprises ayant au moins une activité dans l'industrie dans le Canton.

⁶ OCSTAT, *ibid.*, pp. 20-27. En surface, les zones les plus importantes sont dans l'ordre : ZIMEYZA (Meyrin-Satigny) , ZIPA (Pralle-Acacias), ZIMOGA (Mouille-Galand), ZIBAY (Bois de Bay), ZIPLO (Plan-les-Ouates) et ZODIM (Meyrin).

Tableau 2 Répartition des activités principales et secondaires, Canton de Genève, 2016

Activité	Act. principale dans l'industrie	Act. principale hors industrie	Total
Act. secondaire dans l'industrie	49 6,25%	66 8,42%	115 14,67%
Act. secondaire hors industrie	103 13,14%	0	103 13,14%
Act. secondaire dans et hors industrie	3 0,38%	18 2,30%	21 2,68%
Pas d'activité secondaire	545 69,52%	--	545 69,52%
Total	700 89,29%	84 10,71%	784

Source : OCIRT, REG.

Ce tableau nous permet de rendre compte de l'importance des activités principales et secondaires dans l'industrie genevoise. La catégorie des entreprises n'ayant qu'une activité principale dans l'industrie et sans activité secondaire est la plus importante avec environ 70% du total des entreprises concernées. Ces 545 entreprises totalisent plus de 7 000 emplois ce qui correspond à 34,58% des emplois totaux des données du REG⁷. Les autres cas de figure sont également intéressants :

1. *Entreprises ayant pour activité principale et secondaire l'industrie*

Les deux activités, bien que figurant dans le secteur de l'industrie, peuvent suivre des buts différents, comme par exemple l'entreprise Firmenich SA qui a cité comme première activité la fabrication de parfums et de produits pour la toilette et comme seconde activité la fabrication d'huiles essentielles. Une telle séparation concerne 49 entreprises, ce qui représente 6,25% du total des entreprises. Elles pèsent cependant un peu plus lourd en nombre d'emplois. Les 49 entreprises emploient 1 838 personnes, ce qui correspond à environ 9% du nombre total de postes considérés.

2. *Entreprises ayant pour activité principale l'industrie et une activité secondaire hors industrie*

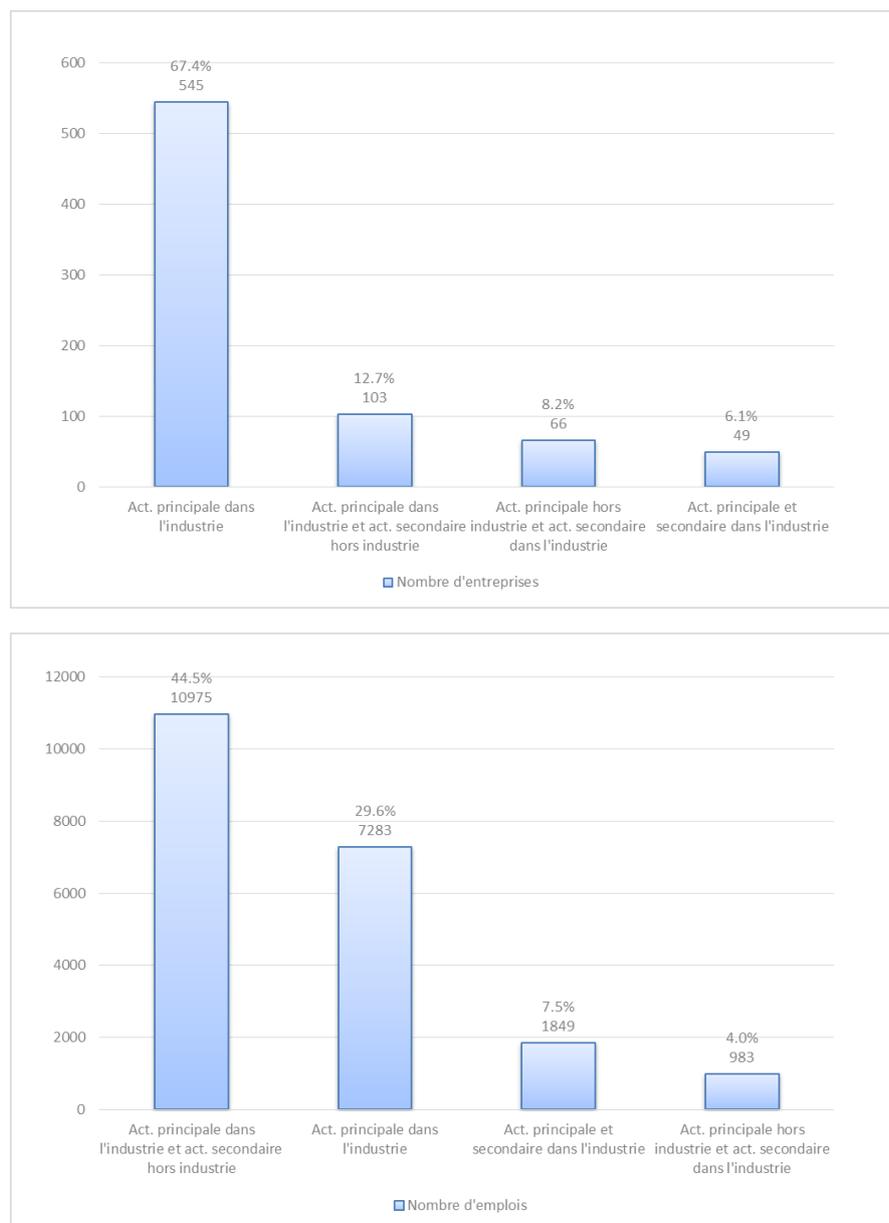
Elles représentent plus d'un septième du total, soit 103 entreprises. Bien que peu nombreuses, elles font de cette catégorie la plus importante pourvoyeuse de postes avec 43,9% du total. La raison de cette prépondérance tient au nombre d'employés de la société Rolex, qui dépasse les 4 000.

3. *Entreprises hors industrie qui réalisent une activité secondaire dans l'industrie*

Finalement, l'industrie pour ces entreprises figure comme activité complémentaire à une activité principale typiquement dans les services. En nombre d'établissement, cette catégorie occupe la troisième avec 66 entreprises. Elles emploient environ un vingtième du total des postes avec 983 emplois (4,8%).

⁷ Ces données n'incluent que les entreprises ayant un lien avec l'industrie soit par une activité principale soit par une activité secondaire.

Figure 10 *Détail des activités principales et secondaires des entreprises Genevoises en lien avec l'industrie en termes d'établissements et d'emplois de ces entreprises*



Source : OCIRT, REG.

Note : Le REG ne fournit pas d'indications sur les emplois dévolus aux activités principales et secondaires.

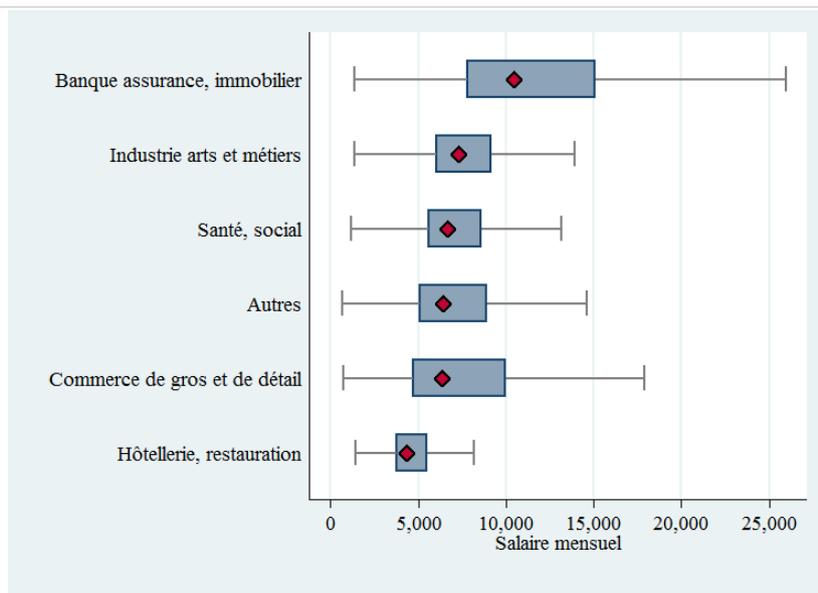
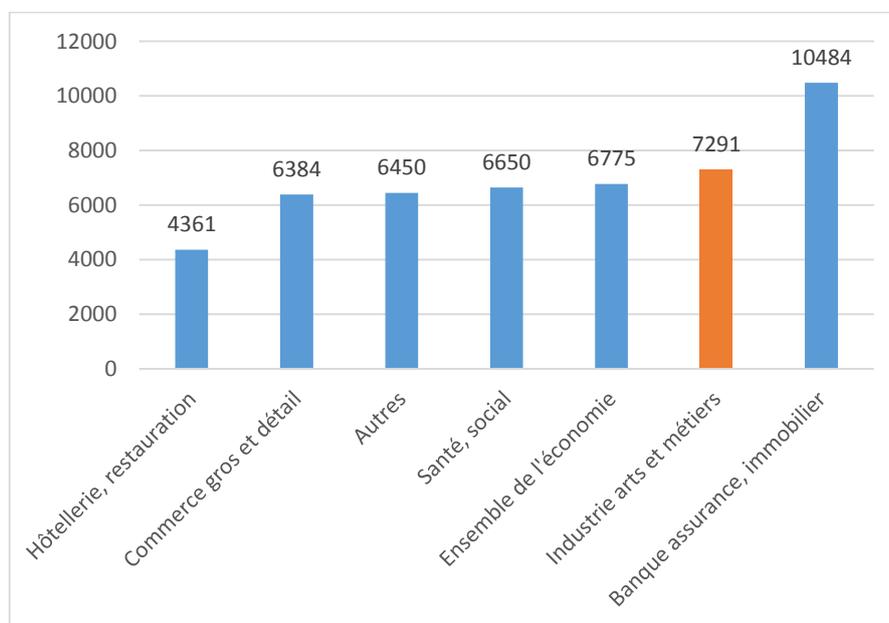
Au final, nous retiendrons qu'environ une entreprise sur huit active dans l'industrie a un pied dans le tertiaire ce qui concerne deux travailleurs sur cinq de l'industrie manufacturière. Les données du REG ne permettent malheureusement pas de distinguer les emplois entre activités principale et secondaire, de sorte qu'il n'est pas possible de déterminer combien d'emplois dans ces entreprises de l'industrie sont dévolus à des activités de service. De même, on ne peut rendre compte de l'évolution de ces chiffres dans le temps car le REG ne fait qu'enregistrer une photographie de la situation courante des entreprises et ne permet pas de mesurer les valeurs observées dans le passé.

5. Les salaires dans l'industrie

Tous les deux ans depuis 1994, l'OFS réalise une enquête sur la structure des salaires pour la Suisse et un sur-échantillon de cette enquête est disponible pour le canton de Genève. Cette enquête fournit des informations sur les salaires des employés, mais également sur leurs caractéristiques sociodémographiques ainsi que sur leur poste de travail. Cette enquête permet donc de mettre en évidence les spécificités de l'industrie en termes de rémunération, mais aussi en termes de profils de travailleurs qu'elle emploie, ainsi que son évolution.

Les rémunérations reflètent de manière synthétique la productivité des travailleurs (que l'on peut notamment approximer par leur niveau de formation et d'expérience) mais également des processus plus institutionnels qui régissent les rapports de travail comme les conventions collectives de travail, lorsque ces dernières incluent les taux de salaire.

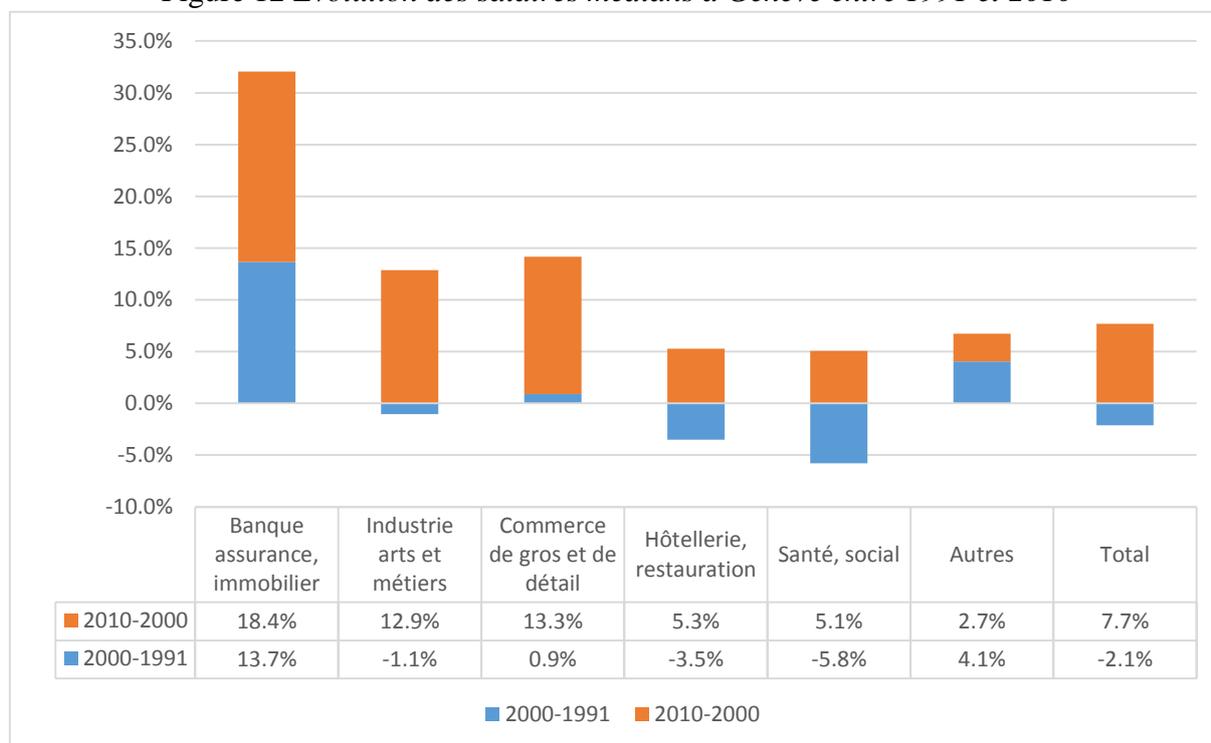
Figure 11 *Salaires médians en 2010 dans différents secteurs d'activité*



Source : OFS, ESS. Le salaire médian est indiqué par le losange à l'intérieur de la boîte à moustache.

La Figure 11 montre le salaire médian en 2010 pour l'industrie en comparaison de quelques autres secteurs des services assez importants en termes d'emplois.⁸ Comme on peut le voir, le niveau de rémunération vient en deuxième place derrière les activités financières, d'assurance ou d'immobilier. Ceci témoigne d'une main-d'œuvre relativement qualifiée dans l'industrie. Une autre particularité de l'industrie concerne la distribution de ces salaires, qui est beaucoup plus resserrée que dans les activités financières comme le montrent les boîtes à moustache dans le graphique du dessous. En effet, le salaire correspondant au 3^{ème} quartile de la distribution (75%) dans l'industrie est une fois et demi celui du salaire au premier quartile (25%) de la distribution. Dans la banque, assurance, immobilier, le rapport est presque de deux. Il n'est pas immédiat de trouver une explication à cette différence, mais il est probable que la plus grande portion de travailleurs couverts par une convention de branche dans l'industrie joue un rôle. De même, la forme de rémunération explique certainement aussi cette différence, puisque les primes à la performance sont plus répandues dans les activités financières ou l'assurance que dans le secondaire (ou les autres secteurs en général). En effet, la part de travailleurs rémunérés avec une composante de prime dans le secteur financier (banque, assurance, immobilier) est passée d'environ 5% en 1991 à près de 25% en 2010. Dans l'industrie, 95% des salaires sont versés en fonction du temps de travail, même si la tendance est tout de même à l'augmentation des personnes au bénéfice de paiements de primes.

Figure 12 *Évolution des salaires médians à Genève entre 1991 et 2010*

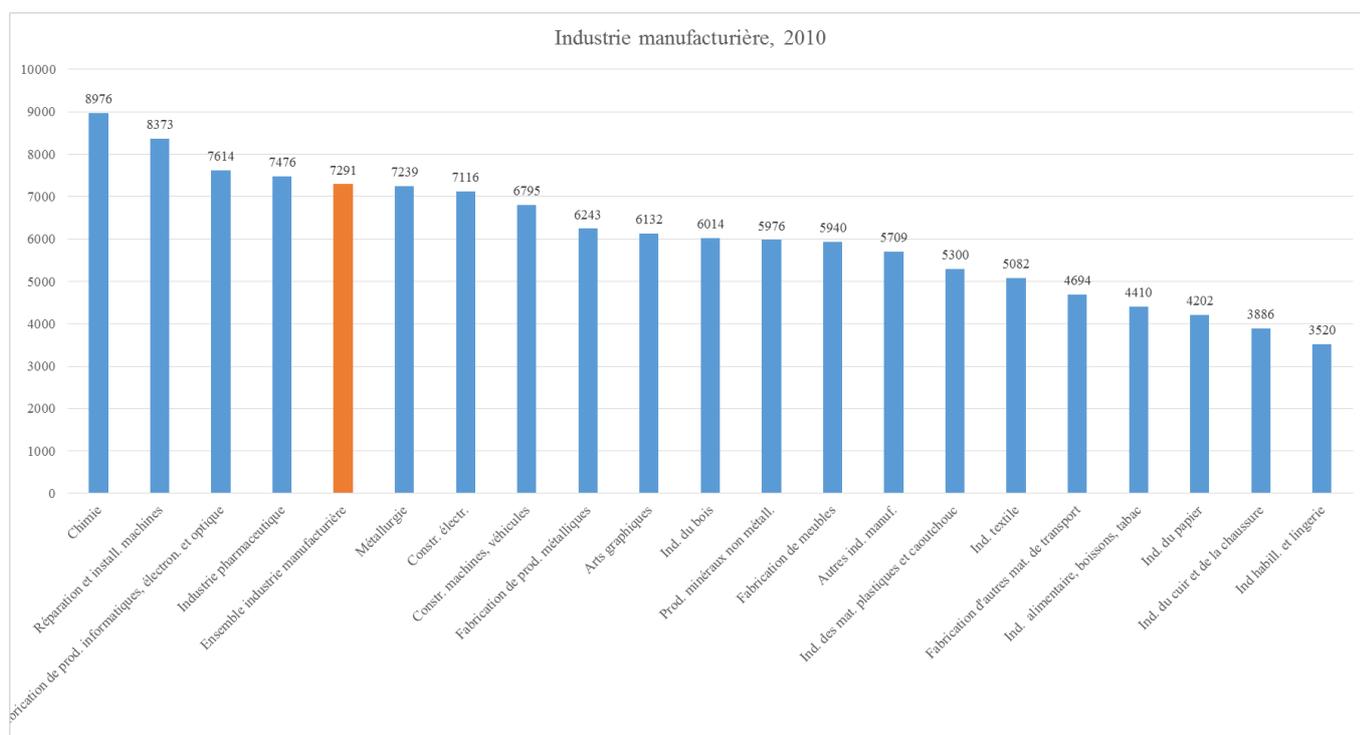


⁸ Le salaire médian est celui pour lequel 50% des travailleurs gagnent moins que ce salaire et 50% gagnent plus. Le salaire médian est généralement préféré au salaire moyen car il est moins sensible aux valeurs extrêmes de la distribution. Lorsque le salaire est antérieur à 2010, nous avons ajusté ce dernier pour l'inflation en le convertissant en francs de 2010 afin de faciliter les comparaisons.

Source : OFS, ESS.

On peut noter également le caractère dynamique très différent entre ces branches. La Figure 12 montre l'évolution des salaires médians (ajustés pour l'inflation) pour ces mêmes branches. La banque, assurance est certainement celle où les rémunérations ont le plus fortement augmenté tout au long de ces deux décennies. La dernière décennie a été marquée par des baisses de salaires réels, en particulier dans le secteur de la santé et du social. L'industrie dans son ensemble a connu une baisse également, mais plutôt contenue. Pour la décennie suivante, on constate que l'industrie a même connue une augmentation plutôt substantielle (environ 13%) en comparaison de la moyenne totale (environ 8%). Ces hausses restent modérées si on les compare au secteur bancaire.

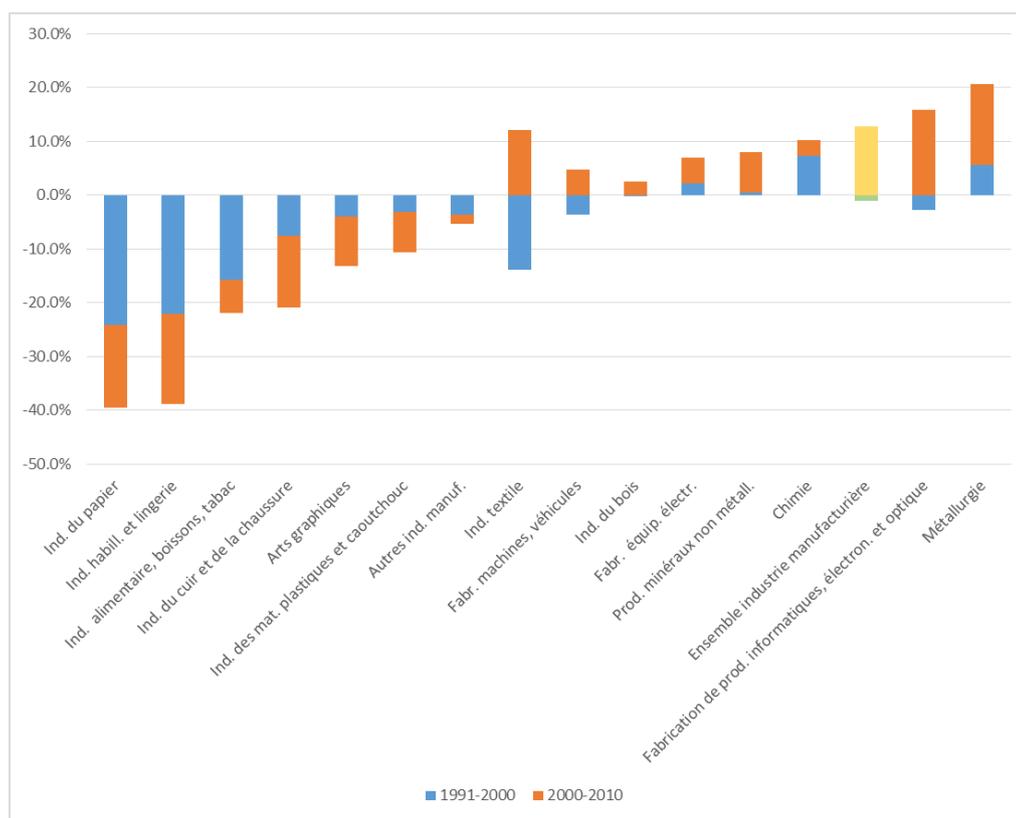
Figure 13 Salaires mensuels médians au sein de l'industrie manufacturière, Genève, 2010



Source : OFS, ESS.

Au sein même de l'industrie manufacturière, on trouve des différences assez notables dans les niveaux de salaires qui reflètent des niveaux de qualifications et des conditions de travail très différents. Aussi, la chimie correspond-elle au secteur où la rémunération médiane est la plus élevée dans l'industrie (en 2010). Suivent des secteurs à forte valeur ajoutée comme la réparation et installation de machines, l'électronique-optique ou encore l'industrie pharmaceutique. À l'inverse, l'industrie de l'habillement-lingerie, le cuir et la chaussure ainsi que la branche du papier requièrent des formations vraisemblablement moins élevées. Ces secteurs sont vraisemblablement aussi davantage en concurrence avec des produits d'importation de pays où le coût de la main-d'œuvre est moindre. Cette hypothèse est indirectement confirmée par l'évolution des salaires dans les différents secteurs de l'industrie au cours des deux dernières décennies comme l'illustre le graphique de la Figure 14. En revanche, des secteurs comme la métallurgie ou la mécanique de précision et, dans une moindre mesure, la chimie ont vu les salaires réels augmenter durant cette période.

Figure 14 *Évolution du salaire médian dans de l'industrie manufacturière, Genève, 1991-2010*

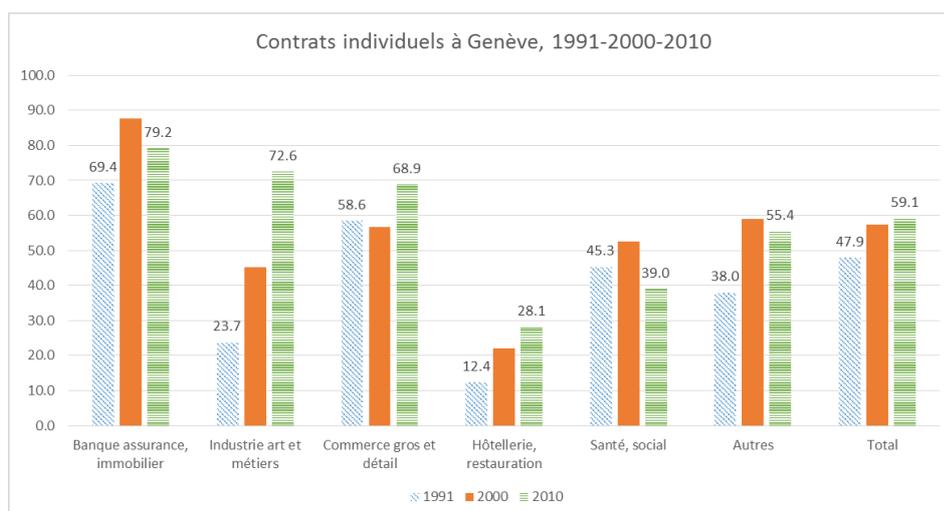
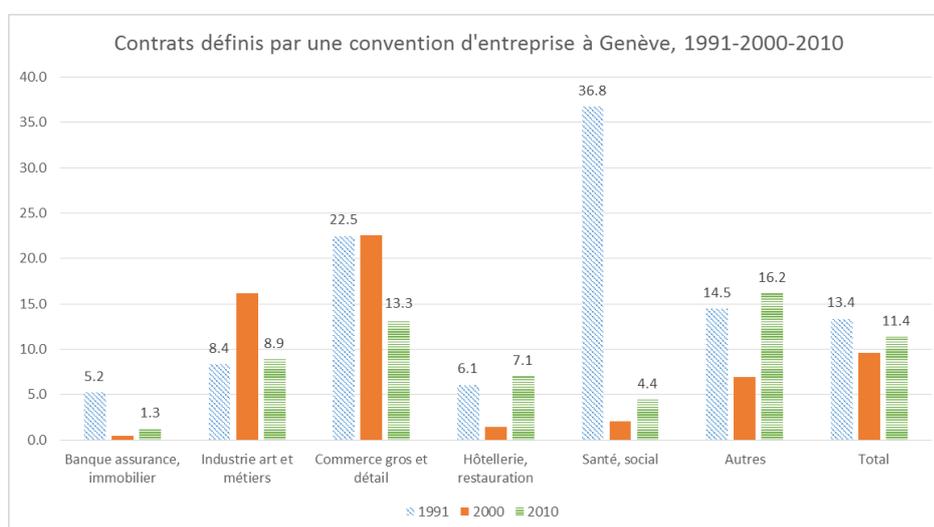
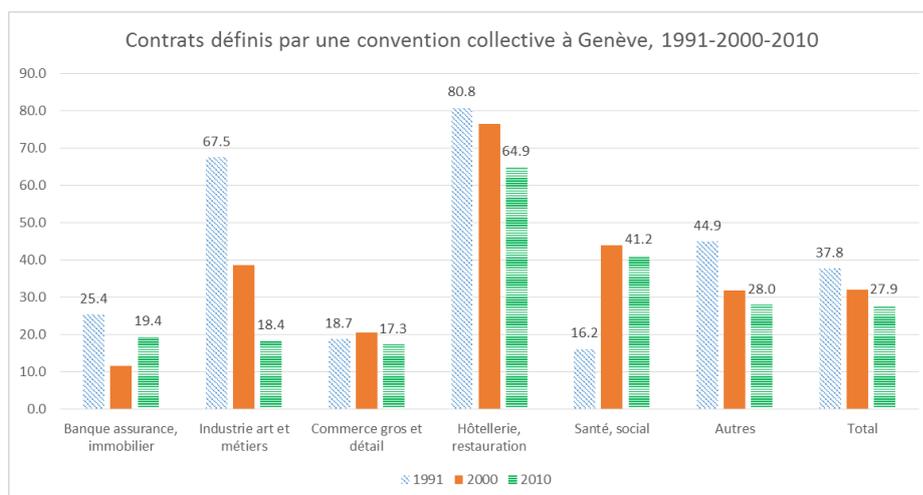


Source : OFS, ESS.

6. Les contrats de travail et l'ancienneté

Pour comprendre l'évolution des salaires, il importe de se pencher sur la manière dont ces derniers sont déterminés. Or, la Figure 15 montre assez bien la modification assez radicale qui s'est produite dans l'industrie, arts et métiers entre 1991 et 2010. S'il est vrai que tous les secteurs ont subi un déclin de la couverture des conventions collectives de travail (CCT), l'industrie est bien celle où le changement a été le plus profond. La santé et le social est le seul secteur où le nombre de travailleurs couverts par une CCT a augmenté, mais cela correspond davantage à une substitution des conventions d'entreprise par des CCT, les contrats individuels n'ayant que peu bougé dans ce secteur. Dans la banque, assurance, immobilier, les contrats individuels ont augmenté mais couvraient déjà près de 70% des travailleurs en 1991. En revanche, dans l'industrie, les proportions entre contrats découlant de CCT et contrats individuels se sont pratiquement renversées entre 1991 et 2010. En 1991, près des deux tiers des travailleurs avaient un contrat de travail lié à une CCT, alors que pratiquement les trois quarts d'entre eux ont un contrat de travail individuel en 2010.

Figure 15 La définition des contrats de travail dans l'industrie et d'autres branches, Genève 1991-2000-2010



Source : OFS, ESS.

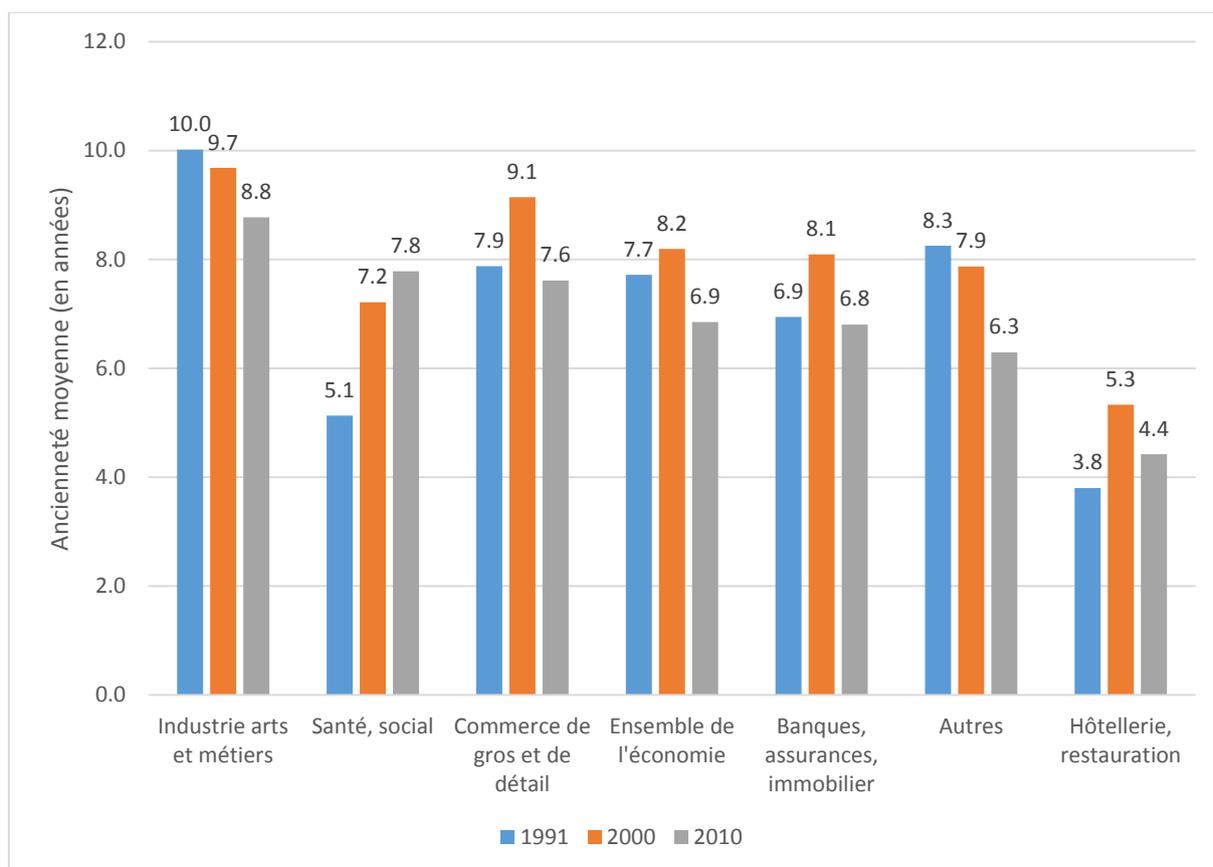
Au sein de l'industrie manufacturière également, les différences sont notables. La métallurgie se distingue par une certaine stabilité dans le temps, ou environ deux tiers des travailleurs ont un contrat de travail lié à une CCT, et un tiers de contrats individuels. Dans la chimie également, on observe une certaine stabilité avec pratiquement deux tiers des employés dans un régime de contrats individuels. En revanche, dans l'horlogerie-bijouterie, presque trois quarts des travailleurs étaient au bénéfice d'un contrat de travail de CCT en 1991, alors qu'ils ne sont plus que deux sur cinq en 2010.

L'enquête sur la structure des salaires renseigne également sur les années de service des employés, ce qui permet de mettre en évidence quelques tendances intéressantes. De nombreux facteurs peuvent influencer sur l'ancienneté dans l'entreprise que ce soit du côté employeur ou du côté des travailleurs. Le niveau de rémunération et autres conditions de travail peuvent être choisies par l'employeur de manière à réduire le taux de rotation du personnel, qui peut s'avérer coûteux pour repourvoir les postes laissés vacants et reformer les personnes nouvellement engagées. Certains métiers permettent également une plus grande mobilité intersectorielle que d'autres, ce qui peut réduire les flux de travailleurs qui changent d'emplois dans certaines branches. La formation peut en particulier rendre des compétences très spécifiques à un secteur.

La Figure 16 suggère que les travailleurs sont plus « fidèles » à leur employeur dans l'industrie manufacturière que dans les autres branches de services, même s'ils y suivent la tendance à une mobilité accrue, et donc une moins longue ancienneté auprès de la même entreprise.⁹ La branche où l'ancienneté est en moyenne la plus basse est, de manière plutôt attendue, celle de l'hôtellerie et de la restauration, car le niveau de qualifications y est plus bas et les conditions de travail vraisemblablement plus pénibles qu'ailleurs. Seule la branche de la santé et du social a vu l'ancienneté moyenne augmenter.

⁹ Une certaine prudence est de mise lorsque l'on associe des changements dans l'ancienneté moyenne à des modifications de comportements, car il peut s'agir d'artefacts statistiques dus par exemple à des modifications démographiques de la population des employés : un groupe de travailleurs plus jeunes auront, toutes choses égales par ailleurs, mécaniquement une ancienneté moins élevée que des travailleurs plus âgés.

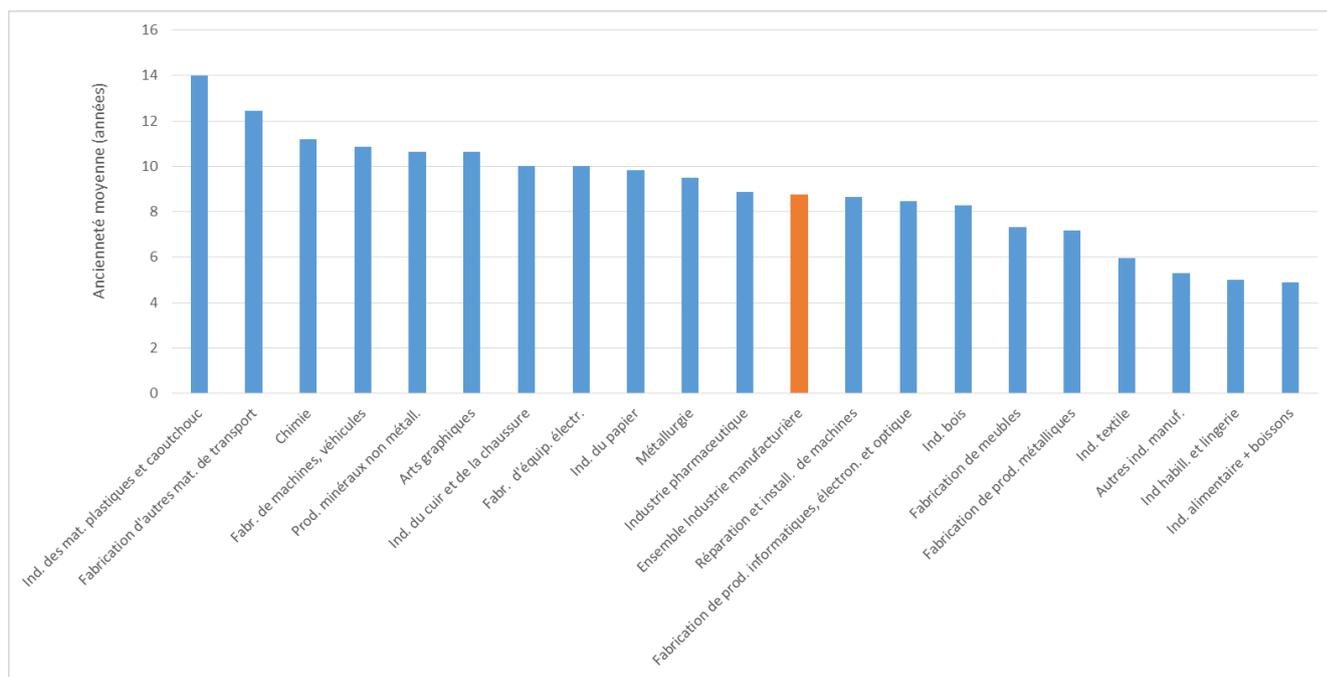
Figure 16 Ancienneté moyenne dans l'Industrie et d'autres branches, Genève, 1991-2010.



Source : OFS, ESS.

Lorsque l'on regarde de plus près les secteurs de l'industrie, on constate de nouveau des différences assez nettes. La fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, la fabrication d'autres matériels de transport, la chimie sont les branches de l'industrie où les travailleurs restent en moyenne le plus longtemps chez le même employeur avec un nombre moyen d'années de service compris entre 11 et 14. À l'inverse, la fabrication de textile, l'habillement-lingerie ou encore le secteur des aliments, boissons et tabacs se distinguent par un taux de rotation nettement plus élevé. Le nombre d'années de service moyen y est de cinq à six ans alors que la moyenne pour l'ensemble de l'industrie se situe à un peu moins de neuf ans. Ces secteurs sont possiblement davantage en concurrence avec des produits d'importation, raison pour laquelle les conditions de travail y sont certainement moins attractives, et occupent une main-d'œuvre vraisemblablement moins qualifiée.

Figure 17 Ancienneté moyenne au sein de l'industrie genevoise en 2010



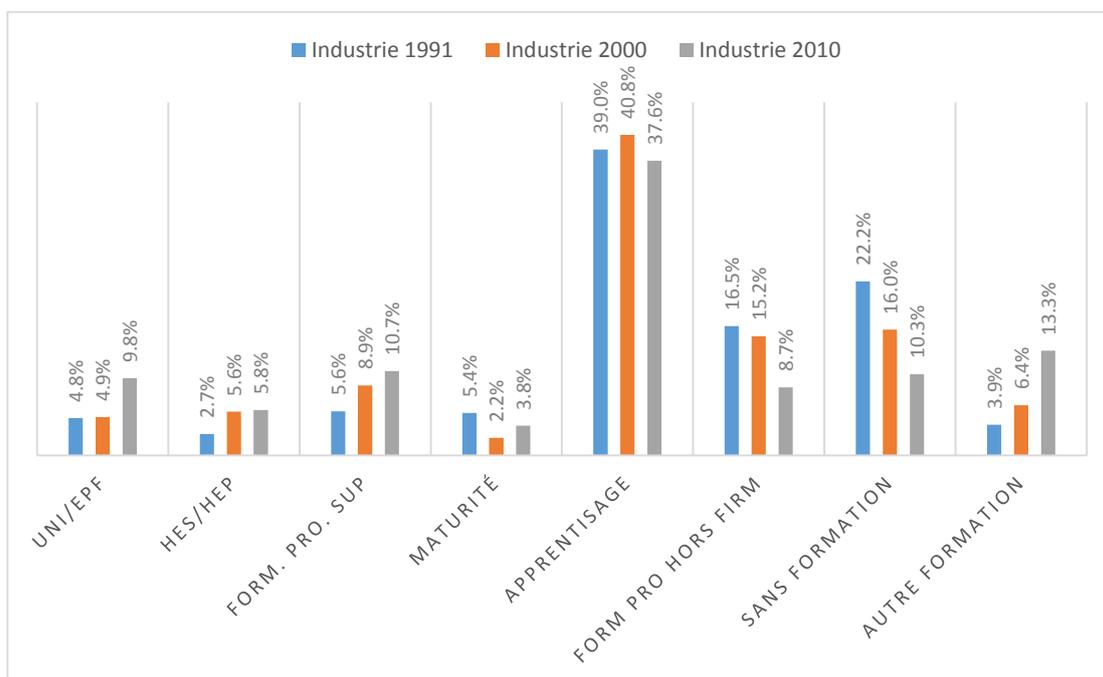
Source : OFS, ESS.

7. Formation et qualifications requises

Quel que soit le secteur d'activité, la proportion des formations supérieures que ce soit au niveau universitaire, des hautes écoles professionnelles ou encore des formations professionnelles supérieures a fortement augmenté entre 1991 et 2010. Il existe des effets mécaniques liés à l'offre croissante de formations supérieures comme les HES qui n'existait pas au siècle passé, mais il est plausible que la demande de main-d'œuvre pour le personnel qualifié s'est accrue au détriment des personnes sans qualifications. Cette tendance a été observée dans de nombreux pays développés, et va de pair avec une présence plus marquée des tâches réalisées avec les technologies de l'information et la communication (TIC). De même la structure des diplômes s'est également modifiée, de sorte que la proportion de personnes ayant un diplôme « autre » a aussi fortement augmenté. L'industrie n'échappe pas à cette tendance avec une proportion de personnes ayant un niveau de formation tertiaire ou secondaire supérieure qui passe d'environ 13,1% à 26,3%, soit plus du double entre 1991 et 2010.¹⁰ Pour la catégorie des formations « autres », la proportion a triplé sur la même période passant d'environ 4% à plus de 13%. Enfin, la part des employés n'ayant pas de formation tombe de 22% à 10%. Il est vraisemblable que l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne a permis non seulement aux employeurs de recruter du personnel hautement qualifié qui faisait défaut localement, mais également d'employer des personnes dont le titre de formation ne correspond pas à une catégorie nécessairement reconnue au niveau de la Confédération.

¹⁰ Soit les catégories « Université, EPF » « HES » et « Formation professionnelle supérieure ».

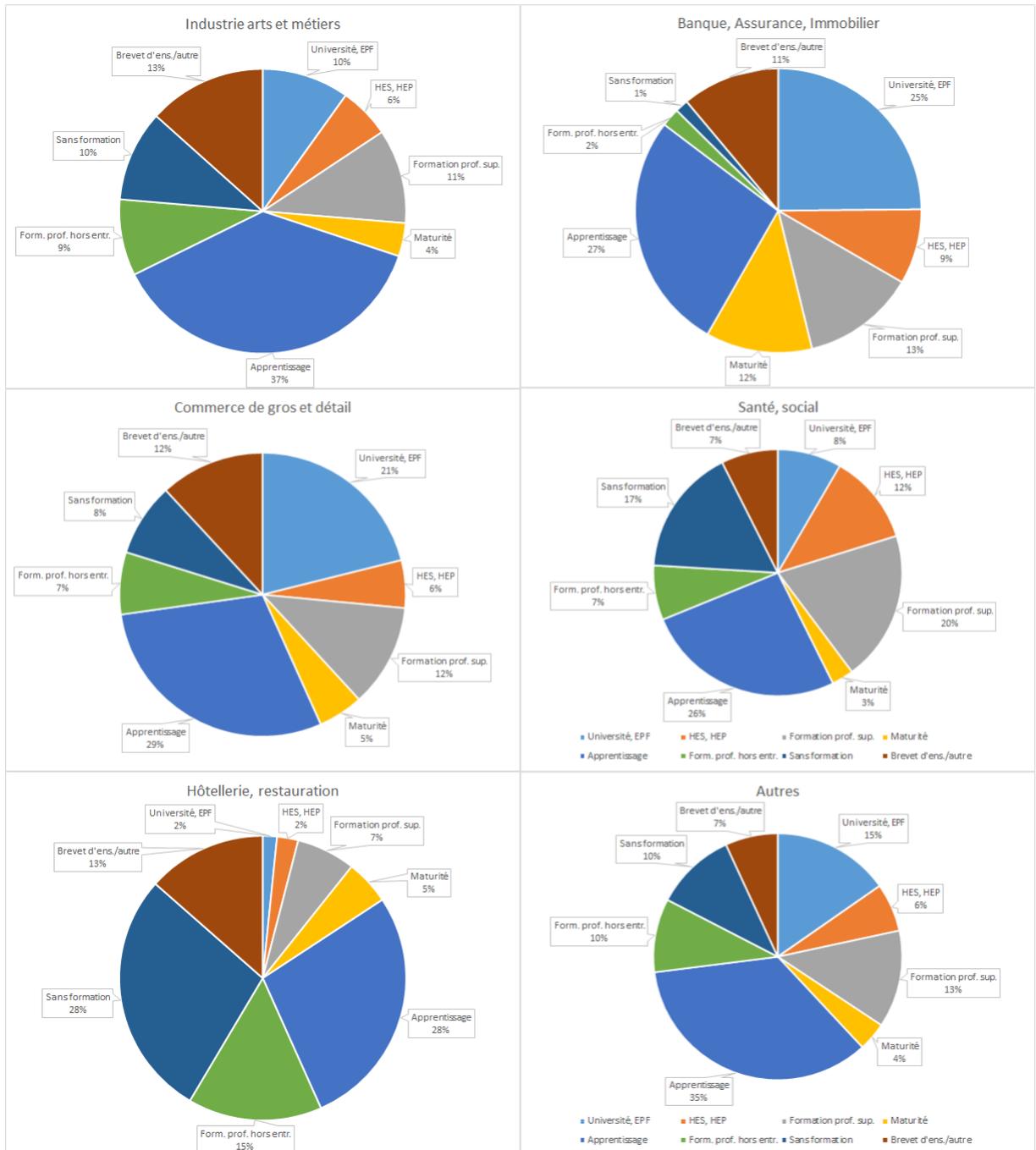
Figure 18 *Évolution de la structure des niveaux de formation dans l'industrie genevoise 1991-2010*



Source : OFS, ESS.

Un point qui mérite également d'être relevé, et qui s'observe assez nettement sur la Figure 19, concerne la très grande proportion de personnes ayant un niveau d'apprentissage dans l'industrie, les arts et métiers comparativement à d'autres secteurs de services, avec presque deux employés sur cinq ayant un CFC. L'industrie reste donc foncièrement un secteur où la formation professionnelle est importante, car cette proportion n'a que très peu baissé depuis 1991.

Figure 19 Niveau de Formation dans différents secteurs d'activité à Genève en 2010.



Source : OFS, ESS.

Le Tableau 3 synthétise les niveaux de formation qu'emploie chaque branche de l'industrie. Le secteur employant le plus d'universitaires est assez nettement celui de la chimie, suivi de l'industrie pharmaceutique et de la construction de machines et de véhicules. Les titulaires de d'un diplôme HES sont assez présents dans la réparation et l'installation de machines, une branche qui se trouve à la limite de ce que l'on peut considérer comme de l'industrie

manufacturière.¹¹ Les porteurs de maturité ont peu les faveurs des employeurs de l'industrie (une moyenne de 4% contre 12% dans la banque assurance immobilier). On trouve cependant des proportions notables dans la fabrication d'équipements électriques ainsi que dans le textile. On voit également de très grandes variations dans l'emploi de porteurs de CFC, avec l'industrie du bois et du meuble qui en emploie plus que 60% alors que la chimie, avec un employé sur 12 ayant terminé son apprentissage, se trouve en queue de peloton. Rappelons que pour l'industrie, presque deux employés sur cinq sont porteurs d'un CFC.

Tableau 3 Formations dans les branches de l'industrie genevoise en 2010

Secteur industriel	Univ EPF	HES HEP	Form prof. sup.	Matu	CFC	Form prof. hors entr.	Sans form.	Autre
Ind.prod.alimentaire + boiss.	1.2	1.4	6.0	6.8	43.2	24.1	15.9	1.5
Ind. textile	10.0	5.0	5.0	10.0	50.0	0.0	5.0	15.0
Ind habill. et lingerie	0.0	0.0	12.5	0.0	50.0	37.5	0.0	0.0
Ind. du cuir et de la chaussure	1.8	0.0	6.8	0.0	16.1	25.2	50.2	0.0
Ind. du bois	0.0	0.5	7.5	1.1	63.6	19.5	1.9	6.0
Ind. du papier	0.0	0.0	0.0	0.0	27.3	9.1	63.6	0.0
Arts graphiques	0.0	0.5	11.0	2.9	55.9	7.3	16.5	6.1
Chimie	30.7	2.7	2.5	2.0	8.3	5.4	0.7	47.6
Industrie pharmaceutique	23.1	9.6	15.1	7.5	25.3	8.1	9.0	2.3
Ind. des mat. plastiques et caoutchouc	12.5	0.0	37.5	0.0	0.0	25.0	12.5	12.5
Prod. de minéraux non métall.	0.3	1.7	4.6	2.0	25.5	46.3	18.9	0.7
Métallurgie	15.5	4.1	13.4	5.2	36.1	25.8	0.0	0.0
Fabrication de prod. métalliques	1.7	3.7	10.1	0.9	51.6	8.8	9.3	13.8
Fabrication de prod. informatiques, électron. et optique	10.4	6.4	10.5	4.1	37.8	5.6	10.9	14.3
Fabrication d'équip. élect.	2.7	9.6	18.1	13.0	40.7	3.6	7.3	5.1
Fabrication de machines, véhicules	16.7	10.7	12.6	2.7	44.4	10.9	1.5	0.5
Fabrication d'autres mat. de transport	10.0	0.0	40.0	0.0	20.0	25.7	0.0	4.3
Fabrication de meubles	0.0	0.7	20.2	0.0	69.6	0.0	5.1	4.4
Autres ind. manuf.	2.8	4.0	19.4	2.8	39.8	8.9	15.0	7.3
Réparation et install. machines	10.5	34.1	27.5	0.9	19.7	6.4	0.9	0.0
Industrie arts et métiers	9.83	5.78	10.72	3.78	37.56	8.68	10.33	13.32

Source : OFS, ESS.

8. L'industrie genevoise et les exportations à l'étranger

La compétitivité internationale d'un secteur d'activité peut se jauger de manière rudimentaire par l'analyse des exportations à l'étranger et des importations en provenance de pays tiers. En effet, une industrie qui exporte se trouve en concurrence sur un marché mondial et doit dès lors offrir des produits à des prix compétitifs à l'échelle internationale. De même si un bien service n'est pas disponible localement, cela dénote une certaine difficulté à rivaliser

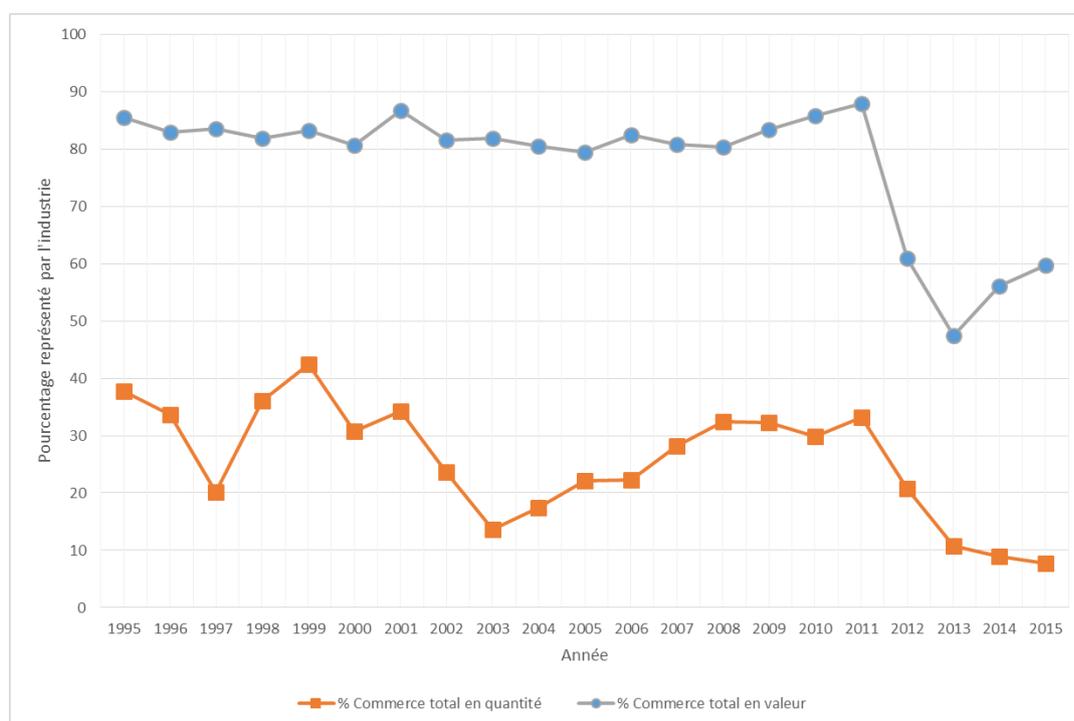
¹¹ Ce rapport suit la définition officielle de l'OFS pour définir l'industrie manufacturière, qui s'aligne sur des standards internationaux de classification des activités économiques.

avec les produits d'importation. Des barrières douanières ou non douanières peuvent bien entendu biaiser cette évaluation, mais dans le contexte actuel où la liberté d'échanges est pratiquement acquise dans l'industrie et la plupart des services, du moins avec l'Union européenne, ce biais ne saurait être très important.

L'évolution des exportations dans l'industrie genevoise peut dès lors être confrontée à celles des autres cantons ou à celle des autres secteurs d'activité.

Afin de situer globalement la place de l'industrie genevoise dans le total des exportations du Canton de Genève, celles de l'industrie peuvent être comparées en volumes et en valeur au reste de l'économie.

Figure 20: *Évolution de la part des produits industriels dans les exportations du Canton de Genève, 1995-2015*



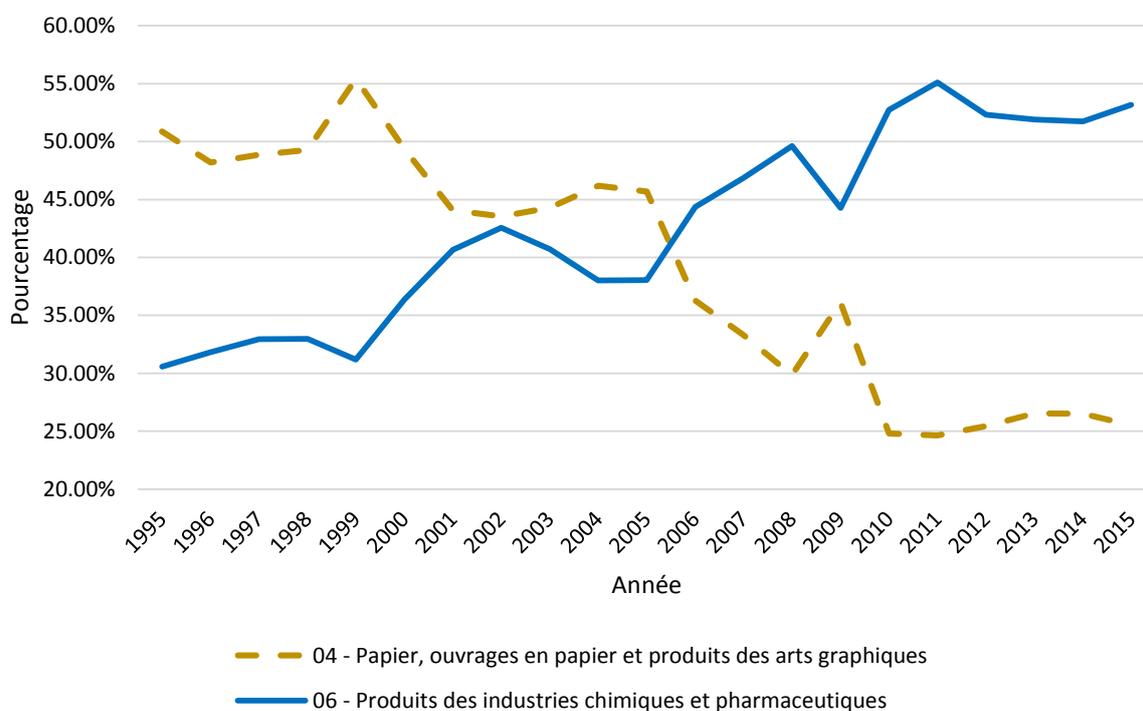
Source : OFD.

Le graphique de la Figure 20 montre que la valeur des exportations du secteur industriel a représenté plus de 80% des exportations du Canton de Genève jusqu'en 2011 puis a chuté à moins de 50%, avant de franchir la barre des 60% en 2015. Cette forte baisse est naturellement due à la forte appréciation que le franc suisse a subi à partir de 2011, lorsque la BNS a dû intervenir en fixant un prix plancher sur le cours du franc. On voit également une baisse en quantités au cours de ces vingt dernières années, avec une proportion passant d'environ 40% en 1995 à 7.7% du total des quantités de marchandises exportées par Genève. En cela, les entreprises industrielles genevoises ne se distinguent pas particulièrement de leurs homologues dans le reste de la Suisse, qui ont aussi souffert de la cherté du franc suisse.

Il est intéressant de noter que, au niveau des quantités exportées, les secteurs « Papier, ouvrages en papier et produits des arts graphiques » ainsi que « Produits des industries

chimiques et pharmaceutiques » représentent à eux deux environ 80% des exportations de l'industrie manufacturière du canton de Genève. Pour la Suisse dans son ensemble, la part est d'environ 65%. La part du secteur « Papier, ouvrages en papier et produits des arts graphiques » a cependant nettement diminué alors que la chimie et l'industrie pharmaceutique ont vu une très forte augmentation de leur part dans les exportations totales.

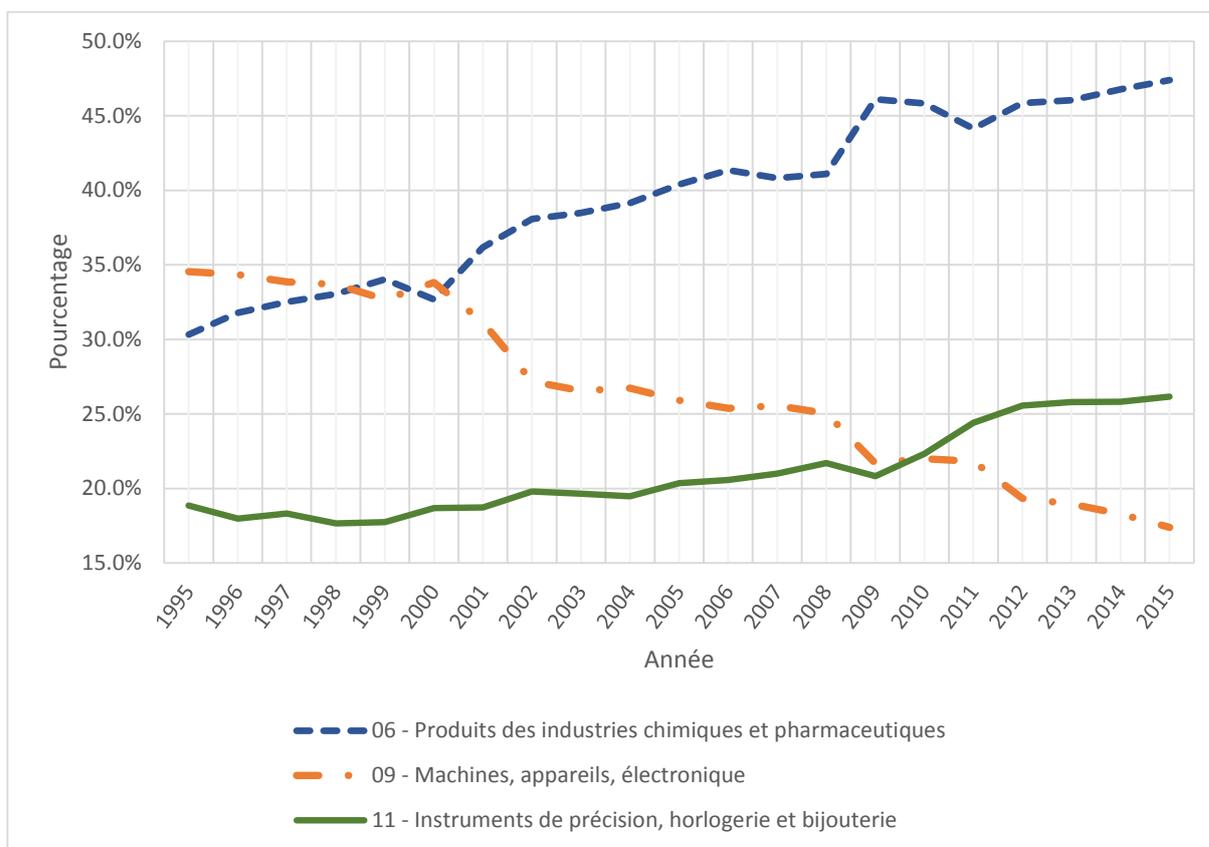
Figure 21 *Evolution de la part des secteurs représentant plus de 20% de des exportations de l'industrie genevoise (en quantités), 1995-2015*



Source : OFD.

Pour la Suisse dans son ensemble, trois secteurs industriels se démarquent en se partageant environ 80% des exports en valeur. De ces trois secteurs « Produits des industries chimiques et pharmaceutiques » et « Instruments de précision, horlogerie et bijouterie » ont connu une part en augmentation tandis que le troisième « Machines, appareils, électronique » est passé de 35% à environ 17% de valeur des exportations pour la Suisse.

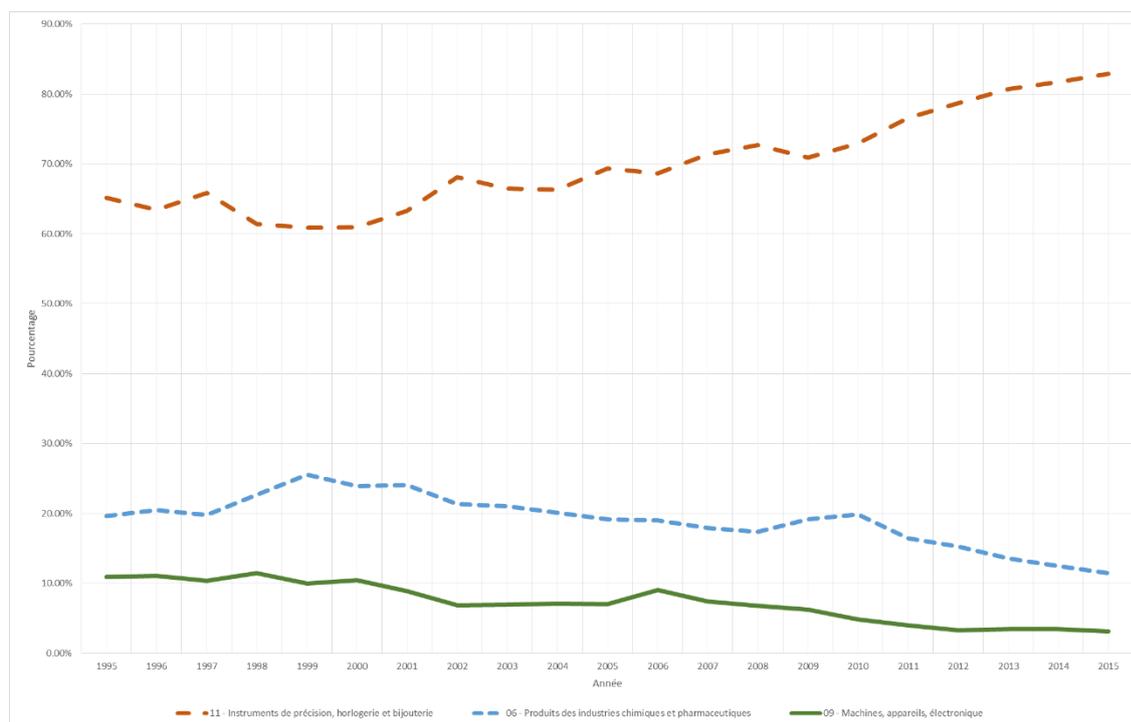
Figure 22: *Évolution de la part des secteurs représentant plus de 10% dans la valeur des exportations de l'industrie Suisse, 1995-2015*



Source : OFD.

En ce qui concerne les autres branches, c'est-à-dire celles représentant moins de 20% des quantités exportées du canton de Genève, seuls deux secteurs se démarquent à la hausse entre 1995 et 2015, à savoir celui des « Machines, appareils, électronique » et « Véhicules ». Les autres secteurs ont représenté une part inférieure à 3% des quantités exportées pendant la majorité de la période.

Figure 23 Evolution de la part des trois secteurs principaux d'exportation de l'industrie genevoise (en valeur), 1995-2015



Source : OFD.

Lorsque l'on considère les parts sectorielles des exportations en valeur, seul le secteur « Instruments de précision, horlogerie et bijouterie » se démarque vraiment des autres, avec une part de plus de 60% du total de l'industrie genevoise dans les années 1990 et 2000, une proportion qui va croissant progressivement à plus de 80% entre 2000 et 2015. La place prépondérante de ce secteur a d'ailleurs fait diminuer les parts des autres secteurs, notamment celles des « Produits des industries chimiques et pharmaceutiques » et « Machines, appareils, électronique ».

En ce qui concerne la part des secteurs industriels au niveau des exportations de toute la Suisse, une même tendance se confirme avec les secteurs « Papiers, ouvrages en papier et produits des arts graphiques » et « Produits des industries chimiques et pharmaceutiques » se partageant la plus grande part des quantités de marchandises exportées depuis la Suisse. La différence par rapport à Genève réside dans la stabilité des parts de ces deux secteurs autour des 30% pour chacune au cours des vingt dernières années. Toutefois pour Genève ses deux secteurs représentent une part plus élevée des exportations genevoise (80%) tandis qu'au niveau Suisse ils en représentent environ 65%.

Genève représente à elle seule entre 25% et 35% des exportations d'instruments de précision, horlogerie et bijouterie de toute la Suisse (la part des quantités exportées par Genève dans ce secteur se situe quant à elle sous la barre des 5%, ce qui laisse supposer que le secteur des instruments de précision, horlogerie et bijouterie de Genève est un secteur à très forte valeur ajoutée). Ces résultats, comparés à ceux pour les exportations générales de Genève par rapport à la Suisse montrent que le secteur « Instruments de précision, horlogerie et bijouterie » est dans

la moyenne pour les quantités exportées, mais qu'en termes de valeur ce dernier représente un sérieux atout pour Genève.

9. Quel avenir pour l'industrie genevoise ?

L'industrie genevoise se porte bien lorsque l'on considère les statistiques et données officielles. Le secteur crée des emplois, même lorsque la situation générale est plutôt morose. Le niveau de formation y est plutôt élevée tout comme les salaires. Les employés tendent à rester assez longtemps avec leur employeur comparativement à d'autres branches.

Cependant l'industrie manufacturière se doit de rester vigilante. Les entreprises qui semblent mieux s'en sortir restent malgré tout celles qui peuvent rivaliser à l'échelle internationale, malgré des salaires relativement élevés. Il s'agit de marchés de niche, comme l'horlogerie, bijouterie ou instruments de précision. De même, la chimie et l'industrie pharmaceutique sont compétitifs en raison d'importants investissements dans la recherche et développement qui leur permettent d'innover, de trouver des nouveaux produits et débouchés en Suisse mais aussi à l'étranger.

Des défis importants pour l'industrie ne sont pas à négliger. Ainsi que mentionné dans l'introduction, le secteur manufacturier est en pleine révolution et il est difficile de prévoir comment évolueront les structures productives dans les prochaines années avec l'avènement de l'internet des objets, le transport de marchandise sans conducteur ou la robotisation poussée d'assemblages dans les lignes de production.

D'un point de vue plus conjoncturel, le franc fort a très certainement causé une pression importante sur l'activité exportatrice du secteur qui doit rogner ses marges pour ne pas perdre trop de parts de marché à l'international.

La cherté du franc pourrait clairement à terme pousser certaines sociétés à repenser leur organisation de la production, quitte à délocaliser une partie de leur activité à l'étranger, ce qui se ferait au détriment des emplois locaux.

Heureusement, pour l'instant du moins, le positionnement dans des marchés de niche à forte valeur ajoutée a permis de sauvegarder les parts de marché de ces entreprises.